



Coalition Internationale Sida, PLUS¹

Rapport d'activité et rapport moral 2009

¹ Ci-après référée comme Coalition PLUS

Plan du rapport d'activité 2009

Rapport de la présidence	p. 3
Introduction	p. 4
Les programmes	
1) Logistique/administration	p. 8
2) Recherche communautaire	p. 10
3) Soutien à la gestion financière	p. 12
4) Plaidoyer	p. 17
5) Mobilisation de ressources	p. 20
6) Axes stratégiques 2009 – 2010	p. 22
7) Impact de l'adhésion à Coalition PLUS pour les associations	p. 25
8) Où en sont les partenaires vis-à-vis des critères pour devenir membre ?	p. 29
9) Annexes du programme plaidoyer	p. 30

Les rapports d'activités des adhérents

Le rapport d'activité de la Coalition PLUS est la somme des activités menées par les adhérents et le secrétariat de PLUS. En effet, l'apport financier de la Coalition se traduit en action menées par les membres, l'appui technique apporté aux adhérents modifie l'organisation de la vie associative et de la gestion financière des partenaires. Ainsi, les rapports d'activité 2009 des adhérents seront ajoutés au rapport d'activité 2009 de la Coalition PLUS une fois que ceux-ci seront votés par les différents organes décisionnaires de AIDES, ARCAD-SIDA, ARAS, KIMIRINA, ALCS, AMO-CONGO et COCQ-SIDA

RAPPORT DE LA PRÉSIDENCE

Deux ans ce n'est pas long, ce n'est pas la maturité pourtant cette Coalition a déjà les ailes grandes ouvertes. Même si notre unique bailleur de fonds AIDES pour des questions hors de son contrôle nous a demandé de compresser le budget prévu de 500 000 euros, le tiers de la somme initialement accordée, un travail important a été réalisé.

Le rapport des activités que vous lirez ci-après démontre à quelle vitesse cette Coalition deviendra un interlocuteur incontournable dans la sphère internationale. Pour que cela se produise rapidement, il nous faut utiliser tous les moyens et toutes des situations à notre porter pour parler de notre affiliation à PLUS.

Déjà sept adhérents, sept associations qui épousent notre philosophie communautaire, ce qui n'est pas rien puisque nos critères sont contraignants et pas toujours facile d'atteinte. Quoique nous n'ayons pas beaucoup de moyen pour nous retrouver tous ensemble, nous pouvons déjà sentir une solidarité et une volonté de partage de nos expériences. Cette solidarité sera le ciment de la PLUS.

Parmi les objectifs que nous nous étions donnés en janvier 2009, la recherche communautaire qui progresse rapidement viendra soutenir nos revendications sur le bien-être des personnes séropositives ou séro-concernés.

Les problèmes financiers du Fonds Mondial feront reculer la lutte au sida dans les pays les plus touchés et cela demain. Notre voix pour une juste répartition de la richesse mondiale doit être forte et articulée. Le programme de plaidoyer est très important et fait partie intégrante de nos actions à court terme.

Il nous faut trouver les moyens nécessaires afin que tous les adhérents de Coalition PLUS participent aux travaux que nous avons à accomplir, les associations du Sud seront nos meilleurs guides dans la définition des problèmes et de leurs solutions.

Enfin, je ne peux terminer ce petit texte sans remercier chaleureusement l'équipe de la Coalition qui malgré nos contraintes financières ont abattu un travail titanesque qui nous a permis d'avancer autant en si peu de temps.

Lise Pineault

Introduction au rapport d'activité 2009

Rappel

Face à la mobilisation humaine et financière croissante qu'exige la lutte contre le VIH/sida et aux dysfonctionnements existants quant à la mise en œuvre des programmes organisés (notamment acheminement des fonds, qualité des soins, efficacité des programmes de prévention, etc.), les associations de lutte contre le VIH/sida, AIDES en France, ALCS (Association de Lutte Contre le Sida) au Maroc, ARCAD SIDA (Association de Recherche, de Communication et d'Accompagnement à Domicile des personnes vivant avec le VIH/SIDA) au Mali et la COCQ-Sida (Coalition des Organismes Communautaires Québécois de Lutte contre le SIDA) au Québec, ont exprimé leur volonté de dépasser les partenariats qu'elles ont mis en œuvre au niveau international pour bâtir une structure commune promotrice de la démarche communautaire.

Elles ont en conséquence décidé de former ensemble une coalition au sein de laquelle elles auraient le statut de Fondateurs. Promotrice de la démarche communautaire dans la lutte contre le VIH/sida, cette coalition a vocation à s'élargir à de nouvelles associations partageant les valeurs et la démarche de la coalition. Ces dernières auront la possibilité, sous réserve du respect d'un certain nombre de critères énoncés dans la charte, de devenir Membres et de bénéficier ainsi d'un soutien matériel et financier ainsi que d'une voix délibérative.

En outre, la coalition a également vocation à soutenir techniquement et matériellement des associations désireuses de devenir Membres de la coalition mais ne remplissant pas la totalité des critères du Label évoqués ci-dessus. Elles auront alors le statut de Partenaires c'est-à-dire bénéficiant de l'appui technique et matériel de la Coalition (à l'exception d'un soutien financier), et d'une voix consultative au sein de la coalition.

Pour la Coalition PLUS, il s'agit 1) de promouvoir la démarche communautaire qui a pour but d'impliquer les personnes infectées, affectées ou vulnérables à l'infection à VIH/sida, tout à la fois dans l'expression de leurs problèmes de santé, la définition de leurs besoins, leurs priorités, mais aussi dans la prise de décision, ainsi que la réalisation et l'évaluation des actions de santé visant la lutte contre le VIH/sida dans le cadre d'une approche globale et un objectif de transformation sociale 2) de soutenir techniquement et matériellement ses Membres et ses Partenaires afin qu'ils soient en mesure de réaliser leurs missions dans les meilleures conditions, dans le respect des réglementations en vigueur dans leurs pays respectifs 3) de mener des actions de solidarité internationales, notamment en aidant au développement des organisations non gouvernementales de lutte contre le VIH/sida basées sur la démarche communautaire 4) de défendre les intérêts matériels et moraux de l'Union, d'assurer sa représentation et son intervention auprès des instances internationales.

Axes stratégiques 2009 – 2010

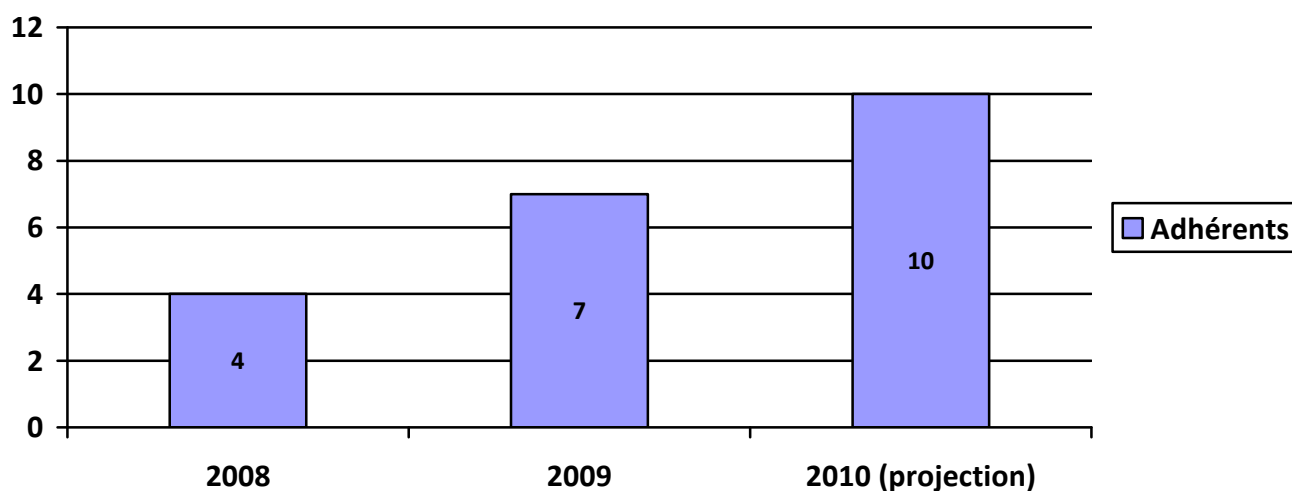
La première réunion du Conseil d'Administration de la Coalition PLUS de l'année 2009 s'est tenue sur deux jours en lieu et place de Casablanca (Maroc) dans les locaux de l'ALCS. Ce temps de travail a permis aux membres du Conseil de finaliser des axes stratégiques d'orientation sur deux ans. Ceux-ci sont repris in extenso page 25. Ils précisent que les orientations de la Coalition PLUS nécessaires à entreprendre pour mener à bien sa mission. Trois axes ont été priorisés par le Conseil des 9 et 10 janvier 2009. Il s'agit d'engager des actions de lobby et de plaidoyer², des actions de recherche communautaire³ et des actions qui visent à l'autonomisation financière de PLUS. Ce travail a guidé la mise en place des actions du secrétariat de la Coalition PLUS comme le montre le détail du rapport d'activité par programme.

² Optimiser l'accès aux droits, à la prévention et aux soins de qualité, en particulier pour les groupes vulnérables en 1) appuyant la mobilisation des ressources 2) améliorant l'usage des systèmes Fonds mondial 3) Motivant les bailleurs du plaidoyer à faciliter l'accès des activistes sida du Sud à leurs fonds.

³ Améliorer la qualité de vie des personnes touchées, la prévention et la prise en charge du VIH en documentant la question du partage du statut sérologique et en proposant des stratégies d'action et faire valoir les besoins des organisations communautaires et des personnes touchées et vulnérables auprès des acteurs de la recherche au niveau international

Coalition PLUS a vocation à s'élargir à de nouvelles associations

Les premières décisions du Conseil de PLUS ont été de répondre aux premières demandes d'adhésions exprimées par les associations ARAS (Roumanie), KIMIRINA (Equateur) et AMO-CONGO (République Démocratique du Congo) en organisant des missions diagnostiques composées de représentants de Coalition PLUS et de membres du Secrétariat auprès des associations demanderesse avec comme objectif de faire un diagnostic partagé du mode d'organisation de la vie associative et de la gestion financière des associations au regard des critères de la Charte en vue de proposer au Conseil de Coalition PLUS des éléments d'appréciation pour délibérer sur la demande d'adhésion des associations. Il s'agissait pour chacune des trois missions de lire et analyser divers documents (statuts, règlement intérieur, procès verbaux, rapport d'activité, etc.), de mener des entretiens individuels et collectifs avec certains membres de l'association, de participer à certaines actions. A l'issue de chaque mission un rapport est produit en collaboration avec l'association et ai soumis pour appréciation et décision au Conseil. Ainsi, en début d'année 2009, le Conseil de PLUS a voté en faveur de l'adhésion à Coalition PLUS des trois associations ci-dessus mentionnées en tant que partenaires et a demandé au Secrétariat d'organiser une mission diagnostique auprès d'une quatrième association en décembre 2009 (association burundaise ANSS). Ainsi, fin 2009, la Coalition PLUS compte sept (7) adhérents composés de quatre (4) membres fondateurs et trois (3) partenaires. Le rapport de la mission diagnostique auprès de l'ANSS (décembre 2009) recommande l'adhésion de cette association en tant que partenaire de la Coalition PLUS. La décision sera prise début 2010 par le Conseil de Coalition PLUS. Enfin, fin 2009, le Secrétariat a reçu une demande d'adhésion de l'association REVS+ de Bobo-Dioulasso au Burkina Faso.



Evolution du nombre d'adhérents à Coalition PLUS et projection 2010

Soutien aux adhérents

L'année 2009 a été la première année de soutien sur douze mois de Coalition PLUS auprès de ces adhérents. Les membres ont bénéficié d'un apport financier d'un montant de 100 000 euros (€) pour chaque membre et d'un appui technique pour certains d'entre eux, les partenaires eux ont eux seulement bénéficié d'un appui technique (voir le déroulé de cet appui dans le rapport du programme soutien à la gestion financière) à l'exception de l'association ARAS qui a bénéficié d'un financement de Coalition PLUS pour la mise en place d'un projet de rénovation des statuts de l'association. En page 29 de ce rapport un résumé des communications des associations adhérentes à Coalition PLUS sur ce qui a changé depuis qu'ils sont adhérents. En page 33 se trouve un tableau faisant état des avancées des associations partenaires quant aux critères de la Charte.

Modification du plan d'action en 2009

La baisse importante du montant de l'apport de AIDES à Coalition PLUS a empêché la mise en œuvre de certaines actions sur le 2^e semestre 2009. Il s'agit en particulier du démarrage du programme de recherche communautaire sur le partage de statut sérologique et de certaines activités du programme plaidoyer. Par contre, la mise à disposition du Secrétariat de PLUS auprès de AIDES et d'autres associations a permis de mener certaines activités de soutien technique auprès des adhérents de PLUS sur financement des programmes internationaux de AIDES et d'autres associations. En effet, les associations ARCAD SIDA, ALCS, AMO-CONGO et ANSS sont aussi partenaires de AIDES et bénéficient à ce titre des activités du programme international de l'association française.

Nous tenons à saluer ici l'incroyable mobilisation humaine dont ont fait preuves les salariés du secrétariat de la Coalition PLUS pour tenter de mener à bien le maximum d'activité avec des ressources limitées. Cela a permis à la Coalition PLUS de préparer au mieux l'année 2010, de mener un test pilote de recrutement de donateurs privés par des opérations de street marketing et de nouer des liens forts avec les collègues des associations adhérentes à Coalition PLUS.

Communiquer son adhésion à Coalition PLUS

L'année 2009 a aussi l'occasion de faire un bilan sur comment les associations adhérentes à Coalition communiquent leur appartenance à la structure. Ainsi un état des lieux a été réalisé ; celui-ci indique qu'il existe des marges de progression importante à réaliser par les associations adhérentes. En effet, il demeure indispensable d'afficher et de communiquer extensivement sur son appartenance à Coalition PLUS afin de donner toute la présence nécessaire de la structure au niveau international.

Ainsi, il s'agissait de 1) faire un bilan à plus d'un an d'existence de la mention « adhérents à PLUS » par les associations dans leurs différents supports et 2) permettre ainsi au Conseil de Coalition PLUS de faire des recommandations aux adhérents pour l'année 2010.

Huit différents supports potentiels sur lesquels les associations pourraient faire mention de leur adhésion à PLUS ont été identifiés. Pour les partenaires, l'utilisation du logo de Coalition PLUS n'est pas permise mais ils peuvent mentionner leur statut d'adhérent partenaire.

Tableau 1 : Label des supports de communication et leur définition

Label du support	Support	Définition
A	Lettre à entête de l'association	Lettre que l'association utilise pour correspondre auprès de ces interlocuteurs
B	Cartes de visite	
C	Site Internet, page d'accueil	La page d'accueil de l'association telle qu'elle apparaît sans utilisation des barres de déroulement
D	Brochures, dépliants	
E	Publications régulières	
F	Affiches / campagnes	
G	Site Internet, autres pages	
H	Lien vers le site de PLUS	Existe-t-il un lien sur le site Internet de l'association vers le site de PLUS ?

Tableau 2 : Utilisation par support de la mention « adhérent à PLUS » par les associations

	A	B	C	D	E	F	G	H
AIDES	oui ⁴	non	non	non	non	non	oui	oui
COCQ-SIDA ⁵	oui	oui	non	oui	non	non	non	non
ALCS	non	non	non ⁶	oui ⁷	uniquement sur la synthèse d'activités	oui	oui ⁸	oui (en cliquant sur le logo)
ARCAD-SIDA	non	non	non	oui	oui	oui	oui ⁹	non
AMO-CONGO	LES ASSOCIATIONS PARTENAIRES NE SONT PAS HABILITEES A UTILISER LE LOGO PLUS						non	non
KIMIRINA							oui ¹⁰	non
ARAS							non	non

⁴ AIDES mentionne dans ses lettres à entête qu'elle est membre fondateur de PLUS.

⁵ Pour la COCQ-SIDA, le libellé est : cofondateur de la PLUS. Sauf dans le dépliant où il se lit ainsi : Cofondateur de la PLUS, Coalition Internationale Sida

⁶ Mais on peut accéder aux partenaires en déroulant la page d'accueil.

⁷ L'ALCS fait apparaître le logo de PLUS sur les dépliants récents mais aux mêmes titres que les bailleurs ou partenaires techniques. Il n'est pas fait mention de l'appartenance à PLUS en tant que membre fondateur (ou adhérent).

⁸ L'ALCS liste la Coalition PLUS comme un partenaire au même titre que d'autres. Elle ne mentionne pas qu'elle est adhérente, membre ou membre fondateur.

⁹ ARCAD-SIDA liste la Coalition PLUS comme un partenaire au même titre que d'autres. Elle ne mentionne pas qu'elle est adhérente, membre ou membre fondateur.

¹⁰ KIMIRINA fait figurer un onglet « Coalition PLUS » mais se réfère uniquement aux missions précédentes de AIDES.

Programme logistique/administration (auteur : Maël Gérard)

Introduction

Le programme consiste à opérationnaliser les activités logistiques, administratives, financières et de collecte de la Coalition PLUS. Il s'agit plus précisément 1) d'apporter un soutien logistique aux différents secteurs (soutien technique, plaidoyer, recherche et éventuellement communication) 2) participer à la conception et mettre en œuvre les activités « vie associative » de PLUS (CA et AG) 3) d'assurer la gestion des paies (via ADP), mutuelle, déclarations sociales et autres, chèques déjeuner 4) d'organisation des archives numériques et physiques de PLUS et 5) d'assurer la saisie et l'exploitation de la base de données des donateurs sur logiciel Safig.

Les constats

C'est le deuxième exercice de PLUS (son premier exercice complet) après un semestre de démarrage et de mise en place des activités en 2008. La structure administrative et financière de la Coalition Plus a été mise en place, cependant certains outils nécessaires à la gestion de PLUS nécessiteront d'être modifiés et/ou adaptés.

Par ailleurs l'activité de PLUS nécessitera de centraliser la réservation, l'achat de billets d'avion, d'hôtel et autres aspects logistiques.

Moyens humains

Un logisticien/administrateur, aidé pour les aspects financiers de sa mission d'un chargé de programme gestion-financière (Eric Simonneau).

Dans le cadre de la mise à disposition AIDES (chargé lors de cette mission de la réalisation du numéro spécial Fonds Mondial de Liens (#6), une collaboration avec Nadège Meurisse, coordinatrice du groupe Afrique2000.

Une formation courte sur l'utilisation du logiciel de gestion de base de donnée Safig, dans le cadre de la mise en place du test de Street-Marketing en Novembre 2009 (2 missions test novembre 2009/janvier 2010).

Déroulement des activités sur l'année

Chronogramme	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Mise en œuvre des plans analytiques et comptables												
Saisie des documents comptables de l'exercice 2008												
Organisation des archives numériques et physiques												
Soutien logistique aux différents secteurs												
Conception et mise en œuvre des activités « VA » de PLUS												
Déclarations sociales de fin de périodes et d'exercice												
Gestion des salaires (via ADP) et chèques déjeuner												
Saisie des documents comptables de l'exercice 2009												
Travail sur Lien #6 en collaboration avec Nadège Meurisse												
2 Missions pilotes de street-Marketing												

Calendrier vie associative 2009

9 et 10 janvier	CA à Casablanca, Maroc
Du 6 au 8 avril	Validation des comptes par le CAC
10 avril	Envoie des documents (comptes, PV du CA de Casa et ODJ)
27 avril	CA à Pantin / Arrêt des comptes
18 juin	AG à Pantin
26 octobre	CA à Pantin

Evaluation

Réalisé :

Les missions définies par le profil de poste ont été remplies :

- ✓ Prise de billets d'avion, trains, hébergements dans le cadre de l'aspect logistique de ma mission auprès de mes collègues
- ✓ Les diverses déclarations et obligations sociales en rapport avec les activités de PLUS ont été effectuées : prestataire de paie (ADP), complémentaire santé (APRI), retraite (MEDERIC MALAKOFF), assurances pour les locaux (MMA) et les salariés (ELVIA)...
- ✓ Le suivi budgétaire et financier et la saisie des pièces comptables de l'exercice 2009 à bien été effectué.
- ✓ L'organisation de la participation de PLUS aux conférences AIDES IMPACT (Botswana) et de l'IAS (Johannesburg) s'est bien déroulée
- ✓ L'organisation des diverses réunions afférentes à la vie associative (4 Conseils d'Administration et 1 Assemblée Générale) se déroulent selon le calendrier et les modalités prévues.

Missions annexes :

- ✓ Réalisation de l'encart (traduction et illustrations en collaboration avec Nadège Meurisse, mise en page en collaboration avec le service Edition de Aides (Laurent Marsault) du Liens #6 spécial Fonds Mondial.
- ✓ Saisie et suivi de la base de données donateurs dans le cadre des 2 missions test de Street-Marketing.
- ✓ Organisation logistique en vue de la conférence francophone sur le VIH/Sida (Casablanca, du 28 au 31 mars 2010) en collaboration avec Fabien Pochard (organisation de la prise en charge de la délégation AIDES en sus de la délégation PLUS).

Non (ou partiellement) réalisé :

- × Mise à jour du site web.
- × Archivage numérique des données.

Programme recherche communautaire (auteur Emilie Henry)

Rappel des axes stratégiques/objectifs généraux (2009-2010)

Axe 1 : Améliorer la qualité de vie des personnes touchées, la prévention et la prise en charge du VIH en documentant la question du partage du statut sérologique et en proposant des stratégies d'action.

Axe 2 : Faire valoir les besoins des organisations communautaires et des personnes touchées et vulnérables auprès des acteurs de la recherche au niveau international

Réalisations 2009

1. Premier projet de recherche de la Coalition PLUS (février-avril 2009) :

- Pré-enquête : les premiers six mois de l'année ont été consacrés à la pré-enquête du projet. Les objectifs des missions étaient de 1) rencontrer les référents pays, membres du comité de pilotage et échanger sur le projet de recherche de PLUS 2) questionner et explorer les questions de recherche autour du dévoilement afin de préciser le projet 3) aborder les questions opérationnelles et de financement liées à la participation des associations au projet 4) discuter des modalités du partenariat chercheurs/communautaires
- Elaboration du projet (mai-juillet 2009) : les données issues de la pré-enquête ainsi que les questions liées à la faisabilité du projet ont permis d'avancer sur l'élaboration du projet (objectifs, méthodologie, déroulement).
- Recherche de financement (juillet/septembre 2009) :
Des demandes de financements ont été déposées aux appels d'offres scientifiques de Sidaction et à l'ANRS.

Prochaines étapes 2010 : → nouvelle soumission à Sidaction et à l'ANRS janvier/mars

→ Démarrage du projet (premier COPIL en mars)

2. Conférences

- Participation à la conférence de l'IAS au Cap (Juillet 2009)
- Participation à la conférence AIDS IMPACT au Botswana (septembre 2009) et présentation orale : Henry, E., F. Marcellin, et al. (2009). "Factors associated with unprotected anal intercourse (UAI) among men who have sex with men (MSM) in Douala, Cameroun." Sex Trans Inf published online 24 Aug 2009.
- Préparation de la conférence francophone sur le VIH/sida de Casablanca : élaboration d'un guide sur l'élaboration d'abstract¹¹, coordination du système de tutorat pour l'écriture des abstracts ; préparation du symposium inter-associatif ; préparation du symposium de PLUS

Prochaines étapes 2010 : → Conférence de Casablanca en mars 2010, conférence de Vienne en juillet 2010

3. Plaidoyer scientifique

- Participation à la consultation de l'OMS sur Treatment as Prevention (novembre 2009)
- Rapprochement avec le TRT-5 : participation au groupe ADHOC PrEP

¹¹ <http://www.reseauafrique2000.org/docs/Documents/Tutorat%20resumes%20Casa%202010.pdf>

Prochaines étapes 2010 : → Candidature à la représentation des malades du Nord au comité scientifique sectoriel 6 de l'ANRS

4. Autres projets

- Préparation avec ARCAD SIDA d'une note d'intention sur l'appui aux associations de la société civile pour améliorer la demande en matière de soins pour la santé sexuelle et reproductive (financement FISONG AFD)
- Préparation d'un projet de transfert de l'intervention canadienne Pouvoir Partager/Pouvoirs Partagés au Mali (Université du Québec à Montréal, COCQ-SIDA, ARCAD SIDA)
- Mission d'appui au programme MSM d'ARCAD SIDA sur la thématique du partage de statut sérologique (décembre 2009)

Prochaines étapes 2010 : → Elaboration d'un nouveau projet de soutien à la recherche communautaire en lien avec les axes stratégiques 2011/2012

Evaluation

Axe 1 :

- *Le projet de recherche multi-sites sur la question du dévoilement est prêt à être mis en œuvre, la réduction imprévue du budget de la Coalition sur 2009 nous a contraint à la recherche de financement alors que l'idée initiale était d'autofinancer ce premier projet. Le démarrage aura lieu en 2010*
- *Un pool de référents associatifs mobilisés sur la recherche et de chercheurs a été constitué*

Axe 2 :

- *La Coalition PLUS est identifiée comme un acteur international impliqué sur les questions de recherche*
- *Les jalons posés en 2009 devraient permettre à la Coalition PLUS de représenter les communautés au sein du CSS6 de l'ANRS*

Enjeux pour 2010 :

- *Mise en œuvre du premier projet de recherche*
- *Elaboration des axes stratégiques 2011/2012*
- *Mobilisation de ressources financières pour développer les activités du programme*

Programme soutien à la gestion financière (auteur Eric Simonneau)

Les constats

A la mesure du bien fondé du programme d'appui à la gestion financière mis en place depuis 2004 par AIDES avec ses partenaires africains de lutte contre le VIH/sida dont ARCAD et l'ALCS (membres fondateurs de PLUS), les instances de PLUS ont décidé d'inscrire le programme gestion financière dans les axes d'activité définis lors de la création de la coalition internationale en 2008.

Ce programme est une composante de l'appui technique conduit par le secrétariat de PLUS auprès des organisations membres et partenaires.

Dans un contexte international de mise en œuvre d'initiatives d'envergure comme le Fonds Mondial, les associations et organisations assimilées doivent en effet poursuivre leur démarche de sécurisation de leur gestion et améliorer la vision financière globale de leurs activités.

Des éléments de gestion financière sont ainsi mentionnés comme critères du label définis par la charte des membres de la coalition PLUS (comptabilité générale et analytique d'engagement respectant les normes internationales, certification des comptes par un cabinet indépendant). A ce titre, les critères de gestion financière doivent être admis et respectés par les organisations adhérentes ou souhaitant adhérer à la coalition PLUS (cf annexe 1 explication des critères de gestion financière).

L'année 2009 a été marquée par une importante réduction du budget global de PLUS suite aux difficultés budgétaires de AIDES, principal financeur de la Coalition comme membre apporteur. Dans ce contexte, la plupart des missions gestion financière auprès des adhérents africains ont été conduites dans le cadre de la convention programme de AIDES avec le MAE/AFD, les missions prévues initialement auprès des autres adhérents ont été annulées.

Objectif général

L'objectif général du programme est d'accompagner et suivre les moyens mis en œuvre par les associations pour répondre aux critères de gestion financière du label.

Il s'agit plus précisément de 1) renforcer leur capacité à canaliser et justifier l'emploi de leurs ressources (flux de trésorerie et suivi des créances/dettes, suivi analytique des charges et des produits, circuit des responsabilités et contrôle interne, gestion des équipements et des stocks,...) 2) pour au final s'assurer de la mise en place d'états de synthèse financiers annuels faisant l'objet d'une certification par un auditeur externe indépendant dans le cadre d'un mandat légal (Commissaire aux Comptes ou assimilé)

Cet objectif général se décline à travers différents modes d'intervention selon le statut des associations vis-à-vis de la coalition au regard des critères du label :

- les missions diagnostic des associations postulant à la Coalition ;
- les missions d'appui technique « accompagnement/renforcement » des associations partenaires ne remplissant pas en totalité les critères ;
- les missions d'appui technique « suivi /conseil» des associations membres et des associations partenaires remplissant les critères.

Par ailleurs, l'objectif supplémentaire de 2009 était de poursuivre la structuration comptable et financière de la Coalition PLUS en tant qu'entité juridique devant répondre à des obligations légales et statutaires.

Objectifs opérationnels

Pour les missions diagnostic il s'agit de réaliser un état des lieux de l'organisation et du système de gestion financière de l'association candidate (établissement et validation légale des comptes annuels, organisation générale et circuit des responsabilités administratives et financières, système comptable et outils de gestion) faisant l'objet d'un rapport écrit comportant des recommandations adressées au Conseil d'Administration de PLUS qui se prononce sur l'adhésion et le statut de l'association (membre ou partenaire) au sein de la

Coalition. Un exemplaire du rapport est remis à l'association candidate comportant des recommandations spécifiques.

En 2009, une mission diagnostic a été conduite à l'ANSS (Burundi) en binôme avec le secrétaire permanent de PLUS intervenant sur l'aspect vie associative.

Pour les missions d'appui technique il s'agit 1) d'améliorer le système de gestion financière des associations partenaires jusqu'à leur obtention des critères du label¹² 2) d'apporter conseil et soutien aux soutiens membres afin de maintenir les critères de gestion financière.¹³

1) Deux missions ont été effectuées auprès d'ACS/AMO Congo (RDC), dont une en binôme avec Ibrahim Sissoko gestionnaire financier d'ARCAD (Mali), avec pour objectif de présenter en 2010 les comptes 2009 d'ACS à un audit légal de certification.

Par ailleurs, toujours en binôme avec Ibrahim Sissoko, une mission a été réalisée à Kéné Dougou Solidarité (Mali) qui n'est pas adhérente de PLUS mais partenaire de AIDES et ARCAD sur la gestion financière depuis 2007 et qui a sollicité les membres de la Coalition pour faire le point sur l'avancée du programme.

2) Trois missions ont été effectuées à ARCAD, dont une en binôme avec Robert Kelalu Molikiene, directeur financier de ACS/AMO Congo.

Deux missions en binôme ont été menées à l'ALCS (Maroc), respectivement avec le Commissaire aux Comptes de PLUS et Sylvie Sanguinne, responsable administrative et financière de la délégation régionale de AIDES Sud Ouest.

Par ailleurs, un appui ponctuel à la prise de fonction du nouvel auditeur interne de AIDES a été sollicité.

Appui de l'organisation comptable et financière du secrétariat de PLUS

Mise en place de la comptabilité informatisée avec le logisticien administratif ; mise en place d'outils de gestion et de contrôle interne avec le logisticien administratif et le secrétaire permanent ; révision annuelle des comptes et établissement des états de synthèse légaux 2008 qui ont abouti à leur certification par le Commissaire aux Comptes ; préparation du rapport financier statutaire 2008 ; préparation du budget prévisionnel 2010 avec le secrétaire permanent et l'équipe de PLUS.

Déroulement des missions (déplacements)

Ainsi, 9 missions ont été effectuées en 2009 uniquement auprès des associations africaines dont 4 adhérents de PLUS et 1 partenaire hors Coalition selon les raisons évoquées dans la partie constats.

Les missions se sont déclinées ainsi : une mission diagnostic, trois missions accompagnement/renforcement et cinq missions conseil.

- ALCS (Maroc) : La mission du CAC de PLUS dont la rencontre avec le CAC de l'ALCS a formulé des recommandations sur l'organisation de la comptabilité notamment entre le siège national et les sections locales et l'exploitation du logiciel comme outil de gestion. La mission avec la RAF de AIDES, qui appuie la gestion financière de l'ALCS depuis 2006, a porté sur le renforcement de l'équipe dans la préparation des états de synthèse annuels et la nécessaire mise à jour du plan analytique par le nouveau responsable financier.
- ARCAD (Mali) : Le programme avait pour objectifs spécifiques la réduction des délais dans la préparation des états de synthèse annuels, l'appui technique auprès du nouveau chef comptable et la préparation du compte d'emploi des ressources d'exploitation suite à la mise à jour du plan analytique avec le gestionnaire financier et la directrice générale. Par ailleurs, à partir de ce format compte d'emploi par activité établi pour l'exercice 2008, nous avons pu travailler à la mise en place d'un document budgétaire prévisionnel global « besoins » ou « demande » à partir de l'exercice

¹² Cette phase nécessite l'organisation de missions régulières sur une période d'une année minimum.

¹³ Des missions ponctuelles sont organisées selon les nécessités d'appui et les besoins en conseil.

2010 c'est à dire par activités/sites/fonctionnement de l'association et non plus uniquement conditionné par « l'offre » des bailleurs et étudier la compatibilité du compte d'emploi avec le logiciel TOMPRO, nouvellement installé à ARCAD. Enfin, la conduite d'une des missions avec le directeur financier de ACS/AMO Congo lui a permis de participer aux travaux effectués et plus généralement d'échanger avec l'équipe d'ARCAD sur le système de gestion financière appliqué dans des structures au volume d'activité donc budgétaire similaires.

- ACS/AMO Congo (RDC) : Le programme a porté sur l'application des recommandations de la mission diagnostic avec pour priorités d'une part l'évolution du logiciel interne développé par le directeur financier dans le but de clarifier le système d'engagement de l'association et notamment distinguer le plan analytique (interne) du plan général (réglementaire) et d'autre part préparer le futur audit légal envisagé sur les comptes 2009. La participation du gestionnaire financier d'ARCAD lors de la 2^{nde} mission nous a permis de montrer l'utilité du plan analytique comme outil budgétaire de suivi par activité. Nous avons à cette occasion travaillé également avec les principaux RAF des provinces qui étaient présents à Kinshasa, le directeur national et le chargé de suivi/évaluation national qui ont mesuré la pertinence de définir ce plan interne des « besoins » à partir des actions menées par ACS/AMO Congo. Nous avons illustré cette rencontre avec l'équipe par la présentation du compte d'emploi par activité d'ARCAD 2008 et mis en évidence les indicateurs d'activité fournis. Les RAF ont ensuite travaillé avec le chargé de suivi/évaluation à la construction du plan analytique d'ACS/AMO Congo avant de le présenter au directeur financier et au directeur national pour validation et mise en application.
- ANSS (Burundi) : mission diagnostic avec le secrétaire permanent de PLUS (les critères de gestion financière ne sont pas remplis complètement, des recommandations ont été formulées, présentées aux dirigeants et à la responsable financière puis adressées à l'association en annexe du rapport de mission). Plusieurs missions d'accompagnement/renforcement sont à programmer à partir du 2^{ème} trimestre 2010.
- Kéné Dougou Solidarité (Mali) : Cette mission, hors coalition PLUS, s'est inscrite dans le cadre du partenariat AIDES/ARCAD financé par l'AFD sur l'appui à la gestion financière de Kéné Dougou Solidarité. La proximité territoriale Bamako-Sikasso et l'implication du binôme chargé de programme gestion financière de PLUS / gestionnaire financier d'ARCAD depuis l'origine du programme en 2007 auprès de l'équipe de Kéné Dougou Solidarité ont justifié l'organisation de cette mission qui constituait la 1^{ère} mission intermédiaire depuis juillet 2008 et l'installation/paramétrage/exercices d'application sur le logiciel SAGE/SAARI. L'objectif était donc de faire le point sur la saisie 2008, exercice de transition entre l'ancien et le nouveau système comptable, les difficultés rencontrées dans l'application du système d'engagement et la possibilité d'établir des comptes annuels 2008 comme base de travail pour l'audit légal d'un Commissaire aux Comptes sur les exercices futurs. Nous avons pu constater la bonne avancée de l'équipe dans l'appropriation du programme, leur organisation des documents et des mouvements financiers tendant clairement vers le système d'engagement matérialisé par le logiciel. Bien sûr la révision de certains points était nécessaire mais le logiciel est à ce jour utilisé comme une base de référence des données financières (avec le suivi extra-comptable des bailleurs). Ainsi, bien que l'exercice 2008 n'était pas terminé à la fin de la mission, il est quand même pertinent, à la mesure du travail accompli par l'équipe sur cet exercice, de poursuivre son traitement jusqu'à son terme. L'enjeu de clôturer l'exercice 2008 et ainsi établir les 1ers états de synthèse de l'association serait de proposer l'exercice 2009 à un audit légal au 4^{ème} trimestre 2010.

Moyens humains

- Le chargé de programme gestion financière intervient sur l'ensemble des activités
- Missions diagnostic : travail systématique en binôme avec un membre du secrétariat de PLUS / un administrateur de PLUS / un représentant d'une association membre de PLUS intervenant pour leur part sur l'aspect vie associative

- Missions appui technique : travail possible en binôme avec un membre du secrétariat de PLUS / un membre de la Coalition PLUS / un intervenant externe (CAC PLUS)
- Appui à l'organisation comptable et financière du secrétariat de PLUS : travail régulier en binôme avec le logisticien administratif et plus ponctuel avec le directeur et le secrétaire permanent.

Calendrier

- janvier : mission suivi/conseil ALCS (Maroc)
- mars : mission suivi/conseil ARCAD (Mali)
- janvier > mai : AIDES passage de relais avec le nouvel auditeur interne et à appui à l'établissement des états de synthèse consolidés 2008 ; PLUS : mise en place du logiciel de comptabilité/gestion, révision/clôture des comptes et établissement des 1^{er} états de synthèse annuels (intervention du CAC et certification des comptes 2008)
- mai : mission accompagnement/renforcement ACS/AMO Congo (RDC)
- juillet : mission suivi/conseil ARCAD
- août : projection budgétaire PLUS au 31/12/2009 à partir du réalisé au 30/06/2009
- septembre : mission suivi/conseil ALCS
- octobre : mission accompagnement/renforcement Kenedougou Solidarité (Mali) ; mission suivi/conseil ARCAD
- novembre : mission accompagnement/renforcement ACS/AMO Congo ; préparation budget prévisionnel 2010 PLUS
- décembre : mission diagnostic ANSS (Burundi)

Evaluation

- Un plan d'action adapté est défini par structure soutenue selon leur capacité et besoin. L'évaluation de l'appropriation du programme de gestion financière par structure cherche à identifier les avancées réalisées au cours de l'année, les difficultés rencontrées et les améliorations à apporter.
- Les audits externes légaux de certification constituent une évaluation objective et significative du bon déroulement du programme.

Annexe 1 : Explication des critères définis par la charte des associations membres de la coalition PLUS

Rappel des critères du label mentionnés dans la charte de la Coalition PLUS

(§ 1 – Droits et engagements des adhérents)

- L'association a adopté une comptabilité générale et analytique d'engagement respectant les normes internationales
- L'association est en capacité de fournir ses comptes certifiés pour les années n-1 et n-2 par un cabinet indépendant

Pourquoi ces critères adoptés par les membres de la Coalition PLUS ?

Eléments internes aux associations :

- La gestion financière des associations se limite très souvent à une comptabilité de trésorerie traduisant de surcroît une approche financière de l'activité fractionnée par projet bailleur (ou logique d'« offre ») d'où une vision partielle de l'activité et de la structure. Ce système de comptabilité dit « en partie simple » est essentiellement lié à la notion d'encaissement-décaissement, chaque opération n'étant enregistrée qu'au moment où elle se concrétise financièrement : la logique d'engagement est absente. Ce système de gestion peut être suffisant pour les associations de petite taille qui ont peu de mouvements financiers.
- En revanche, lorsqu'elle acquiert une taille conséquente (volume d'activité, budget, salariés, adhérents,...) une association nécessite des outils de gestion financière plus perfectionnés dans le but de permettre à ses dirigeants d'analyser de manière plus précise la situation financière de la

structure et ainsi exercer des choix politiques informés. Ces outils sont fournis par le système de comptabilité dit « en partie double » dont le principe majeur d'enregistrement des opérations vise à séparer les flux économiques ou budgétaires (biens et services acquis ou vendus, subventions,...) des flux financiers (trésorerie encaissée ou décaissée) : c'est la logique d'engagement. Les associations membres de la coalition PLUS ont donc choisi d'appliquer ce système dont l'avantage est de donner une image plus fidèle de la réalité financière de l'activité globale de l'association (ou logique d'« activité ») à travers principalement :

- l'édition d'états financiers de synthèse tels que le bilan (patrimoine et structure financière de l'organisation, informations à moyen et long terme) et le compte de résultat (gestion budgétaire sur l'année civile, information à court terme)
- la possibilité de préparer de véritables documents budgétaires généraux et spécifiques intégrant les éléments opérationnels et structurels/fonctionnement de l'association à partir de ses besoins réels
- un suivi et une anticipation plus fiables des éléments de trésorerie

Éléments externes aux associations :

- L'exigence croissante des grands organismes internationaux et des bailleurs de fonds en général sur la capacité des associations à maîtriser la gestion de leur structure organisationnelle, pour assurer la conduite des activités et le bon suivi des fonds, incite les associations à fournir des garanties supplémentaires de sécurisation de leur gestion financière globale.
- Dans ce cadre, une association qui connaît un fort développement de son activité avec pour conséquence un changement d'échelle de sa structure doit être en mesure d'établir annuellement des états financiers de synthèse (bilan, compte de résultat, annexe ou assimilée soit un ensemble de tableaux et d'informations venant préciser et compléter le compte de résultat et le bilan) faisant l'objet d'une certification par un auditeur légal selon les normes comptables internationales en application. Le processus de certification des comptes annuels valide en effet :
 - la capacité de l'association à produire et justifier des comptes qui reflètent la réalité de l'activité dans son ensemble
 - l'existence d'une organisation interne adéquate et la fiabilité du circuit décisionnel qui engage les opérations financières

Le plaidoyer de Coalition PLUS

Vaincre le sida par l'accès universel au traitement et aux droits

Année 2009

Les enjeux en quelques chiffres :

33 millions → Le nombre de personnes infectées par le VIH sur Terre.

10 millions → Le nombre de personne à qui il faut d'urgence prodiguer une trithérapie

x2 → L'augmentation des contributions financières des pays riches dont a besoin le Fonds mondial, pour pouvoir financer tous les programmes efficaces des pays en développement contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

1/20 → Ce que demande le Fonds mondial pour 2011-2013, rapporté à ce que les pays riches ont donné au Fonds Monétaire International en 2009.

Pour les associations membres de PLUS, la propagation du VIH dans la société procède au moins autant de dynamiques politiques que médicales, et l'horizon final de la lutte contre le sida est la transformation de la société vers un état où les dynamiques sociales et politiques qui sous-tendent l'épidémie sont réparées. En solidarité avec les malades, et alors que 6 000 d'entre eux sont emportés chaque jour faute de prise en charge, PLUS concentre ses efforts sur la lutte pour l'accès universel au traitement et aux droits.

Contre le sida comme ailleurs, la question des moyens reste centrale. Le sida est au majoritairement au Sud, mais les moyens sont majoritairement au Nord. Le plaidoyer de PLUS pour le plein financement de la lutte se mène non seulement en direction des gouvernements des pays développés, mais aussi en direction des institutions censées recevoir et acheminer l'aide : le Fonds mondial et UNITAID. Parmi les gouvernements des pays développés, PLUS profite de la localisation à Paris de son Secrétariat pour travailler étroitement avec AIDES à la maximisation de la contribution du gouvernement français.

Le plaidoyer, c'est quoi ?

→ C'est tout le travail que mène PLUS afin d'améliorer les politiques publiques qui impactent la lutte contre le sida au niveau international. Concrètement, le travail de plaidoyer de PLUS consiste à :

- dialoguer avec les décideurs, afin de leur expliquer les problèmes et de les inciter à mettre en œuvre des solutions nécessaires ;
- analyser la situation, en partant des besoins (par exemple, la mise à niveau des moyens financiers, humains, techniques et juridiques) et en remontant jusqu'aux mesures à prendre ;
- collecter les informations manquantes, à travers les rapports, études etc. mais aussi à travers la mobilisation d'un réseau de sources ;
- produire de l'expertise, par exemple sous la forme de notes aux décideurs ;
- informer les médias et l'opinion publique, par exemple par des communiqués de presse ;
- construire des alliances avec les autres associations qui partagent nos objectifs, voire avec d'autres types d'acteurs.

Au-delà des recettes du Fonds mondial, ce sont aussi ses dépenses que PLUS cherche à améliorer, en particulier la prise en compte de la démarche communautaire, et de la dimension transformationnelle de l'approche communautaire, au-delà de la seule dimension 'offre de services'. En 2009 PLUS a par exemple travaillé avec son homologue anglophone l'International HIV/AIDS Alliance, à la réforme du cadre de financement, par le Fonds mondial, des activités de renforcement des systèmes communautaires de lutte contre le sida.

PLUS travaille aussi à écraser les prix des médicaments, en particulier en ce qui concerne les barrières de propriété intellectuelle sur les médicaments, qui bloquent la baisse des prix. PLUS est ainsi, avec Médecins Sans Frontières et Oxfam, l'un des leaders internationaux du plaidoyer pour la mise en œuvre rapide du *Patent Pool*, cette initiative d'UNITAID par laquelle les grands laboratoires occidentaux autoriseront la fabrication et la commercialisation au Sud de versions génériques des tout derniers antirétroviraux.

PLUS est sélectionné pour participer aux délégations associatives qui siègent aux conseils d'administration des principales institutions internationales de la lutte contre le sida : le Fonds mondial, UNITAID, ONUSIDA (à travers le membre équatorien de PLUS, Kimirina), et la Fondation du Millénaire pour les Financements Innovants en Santé. A travers ces délégations associatives, PLUS participe, dans les limites de ses moyens, à la gouvernance de la lutte mondiale contre le sida. Or, un nombre très limité d'associations est sélectionné pour participer à ces délégations associatives ; ceci témoigne du haut niveau de reconnaissance internationale dont PLUS jouit déjà, après seulement 2 ans d'existence.

Les moments marquants du plaidoyer de PLUS en 2009 :

Janvier : PLUS participe au groupe d'expert international d'UNITAID sur l'intérêt ou non d'accélérer l'accès au suivi biologique par charge virale VIH au Sud. Le groupe d'expert accepte de dépasser les limites scientifiques, et de recommander le lancement par UNITAID de la toute première initiative en faveur de l'accès des malades du Sud à la charge virale.

Avril : PLUS et l'International HIV/AIDS Alliance obtiennent que le Fonds mondial accepte officiellement de financer la dimension 'transformation sociale' de l'action des associations à base communautaire (y compris financer le travail de plaidoyer de ces associations).

Mai : PLUS et AIDES obtiennent du gouvernement français qu'il place officiellement, au cœur de l'agenda international sur le financement des engagements pris envers le Sud, le principe de taxer les transactions financières comme source de financements pour le développement en général, et pour la santé mondiale en particulier.

Juin : PLUS et l'ALCS amènent les instances du Fonds mondial à renoncer à leur projet de restreindre la liste des pays éligibles aux financements anti-sida.

Juillet : 150 associations d'une trentaine de pays, toutes oeuvrant en santé internationale, signent l'appel initié quatre mois auparavant par PLUS, l'International HIV/AIDS Alliance et Stamp Out Poverty, en faveur d'une taxe internationale sur les transactions de change comme financement de la santé mondiale.

Août : ralliement en chaîne de nombreux leaders d'opinion, en faveur de la taxe sur les transactions financières (le chef de l'autorité britannique des marchés financiers, le ministre allemand des finances, la chancelière allemande, le premier ministre britannique, la chef de la chambre des représentants américaine, le vice-ministre japonais des finances, les prix Nobel d'Economie Joseph Stiglitz et Paul Krugman, etc).

Septembre : la campagne internationale pour le plein financement du Fonds mondial, dont PLUS est l'un des membres les plus actifs, amène les Etats donateurs à renoncer à leur projet de laisser sans financement une partie des pays recommandés au Round 9 du Fonds mondial.

Novembre : la campagne pour le financement des engagements internationaux par taxation des transactions financières, dont PLUS est l'un des leaders mondiaux, et le ralliement de nombreux leaders d'opinion au principe de cette taxation, aboutit à la formation par une douzaine d'Etats majeurs (dont la France, l'Allemagne, le Japon et le Royaume-Uni) d'un groupe pilote pour la mise en place d'une telle taxe.

Décembre : PLUS, AIDES et des associations françaises obtiennent la suspension du projet du gouvernement français de ré-affecter une partie du produit de la taxe sur les billets d'avion, car celle-ci sert à prodiguer des médicaments anti-VIH au Sud.

Programme mobilisation de ressources (auteur Emmanuel Trénado)

Introduction

Depuis sa création, le secrétariat est mobilisé pour diversifier les ressources de PLUS. Nous précisons ici les démarches entreprises en 2009.

Nous avons obtenu de l'administration fiscale française l'autorisation de délivrer des reçus fiscaux ce qui permet aux donateurs de PLUS de déduire 66 % des dons qu'ils font à PLUS de leurs impôts sur le revenu.

Les institutions sollicitées

Les laboratoires pharmaceutiques

Voici la liste des laboratoires qui ont été contactés en 2009 pour un financement 2010. Un certain nombre de représentants de ces laboratoires ont refusé de nous rencontrer nous signifiant qu'il n'avait pas de budget pour l'international. D'autres nous ont vu et nous ont dit de visu la même chose. Un seul laboratoire semble intéresser pour nous financer (quelques milliers d'euros), c'est le laboratoire Merck. Il est à noter que 2009 a vu l'année de deux fusions, une exclusivement sur les produits anti-VIH avec ViiV (GSK et Pfizer) et une autre concernant Shering et Merck .

Laboratoire	Adresse email du contact	Rencontre	Commentaires
Sanofi Aventis	guy.houillon@sanofipasteur.com	Non	Pas de financement pour le VIH/sida
Schering	julien.combaret@spcorp.com	Non	N'a jamais répondu au mail ou n'a jamais retourné les coups de téléphone
Tibotec	IHAMMER@its.jnj.com	Non	N'a jamais répondu au mail ou n'a jamais retourné les coups de téléphone
Roche	sophie.dufau@roche.com	Non	Plus d'argent sur le VIH/sida, même en France !
Pfizer	sophie.moisand@pfizer.com	Non	La structure disparaît dans l'initiative ViiV
Merck	franck_cousserans@merck.com	Oui	Est potentiellement intéressé
GSK	nadine.n.weisslinger-darmon@gsk.com	Oui	Pas de financement pour l'international, GSK sera porteur de ViiV en France
GILEAD	julie.tuffery@gilead.com	Non	Pas de financement international
B&I	seidermanni@rei.boehringer- ingelheim.com	Oui	Pas de financement international, nous propose des brochures à distribuer parmi les membres !
BMS	nathalie.gagnepain@bms.com	Non	Aucune réponse
ABBOTT	Philippe.NgoVan@abbott.com	Oui	Pas de financement international

Les grandes entreprises

Michel Simon, administrateur de PLUS a réussi à obtenir un RDV avec AREVA pour un financement du soutien à la gestion financière d'AMO-CONGO. Nous avons déposé un projet et rencontrer le directeur de la communication qui nous a appris qu'AREVA se retirait de RDC... Ils ne financent que des projets dans les pays où ils sont présents. Nous n'avons pas de contact pour les autres grandes entreprises, mais nous savons, de l'expérience de AIDES qu'il est somme toute difficile de nouer des partenariats.

Les bailleurs français

Le projet recherche a été déposé à Sidaction et à l'ANRS. Les commentaires des évaluateurs ont été plutôt positifs mais le projet a été refusé. Nous avons resoumis à Sidaction un projet modifié, nous réfléchissons à le faire pour l'ANRS. Une note d'intention a aussi été déposée à l'AFD pour un petit projet à mener en collaboration avec ARCAD-SIDA. Cette note a été refusée. Une rencontre avec les responsables de l'AFD est prévue début mars 2010.

Les bailleurs internationaux

Le chargé de programme plaidoyer interpellera les contacts qu'il a à la fondation Gates pour un financement du programme plaidoyer. Rien n'a été déposé en 2009. Le plaidoyer est en général financé par (a) les prélèvements mensuels et le merchandising (modèle Oxfam, ActionAid), (b) le mécénat personnel de grandes fortunes (modèle Act Up, Health GAP), (c) les bailleurs publics (modèle AIDES/MAE de 2004-2006), (d) la transformation en « opérateur de plaidoyer » pour le compte d'autres acteurs/bailleurs émetteurs d'appel d'offre (modèle Action for Global Health, fondation Gates).

Donateurs privés

Le pilote de street marketing en France n'a pas été couronné de tout le succès que nous souhaitons. Nous avons environ 500 donateurs privés qui donnent à PLUS en moyenne 10 euros chacun par mois. AIDES envisage de transférer vers PLUS en 2010 le bénéfice du programme de collecte mené au Québec en partenariat avec la fondation québécoise de lutte contre le VIH/sida. Les discussions sont en cours. AIDES a démarré une phase de test en Belgique, les premiers résultats sont plutôt favorables. Il est envisageable que PLUS puisse entreprendre aussi un test là-bas. Enfin, Groupe Sida Genève, association historique suisse de lutte contre le VIH/sida réfléchit à rejoindre PLUS. Vincent nous fera un retour des discussions qu'il a eues avec le Conseil de l'association le 16 février 2010. Il est envisageable de mener des actions de collecte en Suisse.

Axes stratégiques 2009 – 2010 de la Coalition PLUS

Préambule

La Coalition PLUS a pour objet de 1) promouvoir la démarche communautaire, la réalisation et l'évaluation des actions de santé visant la lutte contre le VIH/sida dans le cadre d'une approche globale et un objectif de transformation sociale 2) soutenir techniquement et matériellement ses adhérents afin qu'ils soient en mesure de réaliser leurs missions dans les meilleures conditions 3) de mener des actions de solidarité internationales, notamment en aidant au développement des organisations non gouvernementales de lutte contre le VIH/sida basées sur la démarche communautaire et 4) de défendre les intérêts matériels et moraux de l'Union, d'assurer sa représentation et son intervention auprès des instances internationales (il s'agit en particulier de faire valoir la vision de la lutte contre le VIH/sida basée sur la démarche communautaire et la place des personnes infectées ou affectées par le VIH/sida dans la détermination et la réalisation des actions qui les concernent).

Les axes stratégiques 2009 – 2010 précisent les orientations de la Coalition PLUS nécessaires à entreprendre pour mener à bien sa mission. Trois axes ont été priorisés par le Conseil des 9 et 10 janvier 2009. Il s'agit d'engager des actions de lobby et de plaidoyer, des actions de recherche communautaire et des actions qui visent à l'autonomisation financière de PLUS

I – Le plaidoyer

• Optimiser l'accès aux droits, à la prévention et aux soins de qualité, en particulier pour les groupes vulnérables :

- standards de soins au Sud identiques à ceux du Nord (en particulier : secondes et troisièmes lignes de traitement, charge virale et tests de résistance, antirétroviraux moins toxiques) ;
- non-pénalisation de la transmission du VIH, de la prévention du VIH ;
- « empouvoirement » communautaire dans la recherche sur les nouvelles stratégies de prévention.

• Appuyer la mobilisation des ressources :

- agir au niveau mondial pour maximiser les ressources disponibles ; concourir au plein financement du Fonds mondial ;
- agir au niveau d'UNITAID pour accélérer la baisse des prix des produits de santé essentiels à la lutte contre le sida (et ainsi libérer des ressources nouvelles dans les budgets actuels).

• Améliorer l'usage des systèmes Fonds mondial :

- agir au niveau du Fonds mondial et d'ONUSIDA pour améliorer les CCM ;
- agir au niveau du Fonds mondial et d'ONUSIDA pour accélérer la mise en œuvre effective du renforcement des systèmes communautaires, y compris dans sa dimension GIPA ;
- agir au niveau du Fonds mondial et d'ONUSIDA pour accélérer la mise en œuvre du renforcement des systèmes de santé, et de la collaboration TB/HIV (et autres interventions systémiques contre les blocages du passage à l'échelle quantitative et qualitative).

• Motiver les bailleurs du plaidoyer à faciliter l'accès des activistes sida du Sud à leurs fonds :

- identifier et valoriser les meilleures pratiques de suivi & évaluation du plaidoyer, dans le but final de réussir à concilier les objectifs suivants : (i) rassurer les bailleurs qu'il ne leur est pas demandé de financer le plaidoyer Sud « à l'aveugle », et (ii) protéger les plaideurs Sud de l'adoption par les bailleurs de cadres de suivi & évaluation qui seraient inadaptés et mèneraient à l'échec ;
- renforcement technique des plaideurs Sud : cartographier l'offre existante de renforcement technique en plaidoyer (y compris plaidoyer GIPA), et les modalités selon lesquelles les plaideurs Sud peuvent accéder à cette offre, dans le but de prouver aux bailleurs que les besoins des plaideurs Sud

en renforcement technique pourront bel et bien être remplis, dans l'éventualité où ces bailleurs consentiraient à financer l'activisme du Sud ;

- *Fundraising* pour le plaidoyer Sud : cartographier et valoriser les initiatives déjà en cours visant à amener les bailleurs à débloquer des budgets pour le financement du plaidoyer Sud.

II – Recherche communautaire

L'émergence de nouveaux enjeux autour des questions de recherche liées au passage à l'échelle et aux stratégies de prévention combinée, le développement de la recherche opérationnelle sous l'impulsion des bailleurs de fonds et des partenaires techniques et l'investissement ancien des associations membres de PLUS dans des activités de recherche constituent des opportunités pour le développement du programme recherche de la coalition.

Le conseil d'administration de PLUS a retenu deux grands axes pour la période 2009-2010.

1) Améliorer la qualité de vie des personnes touchées, la prévention et la prise en charge du VIH en documentant la question du partage du statut sérologique et en proposant des stratégies d'action.

Avec la coalition PLUS, il y a une opportunité de dépasser les contextes pays dans les études et les recherches mises en place par les associations. La variété des contextes rend pertinent l'identification de questions de recherche communes aux associations membres.

La réalisation de cet axe passera par la mise en place d'un projet de recherche en collaboration entre les membres et les partenaires de la coalition. Pour 2009-2010, les membres de PLUS ont identifié la question du partage du statut sérologique comme préoccupation commune à l'ensemble des contextes-pays. Via une analyse comparée entre les pays de la coalition, l'idée est de questionner l'universalité des difficultés liées au partage du statut sérologique et notamment de voir quels peuvent être les points communs et les spécificités dans les différents contextes.

Il s'agit de permettre 1) l'amélioration des réponses communautaires dans l'ensemble des associations membres, 2) le soutien technique aux activités de recherche communautaire pour les membres de PLUS (via l'exercice de construction de ce projet commun et la formation), 3) le renforcement des collaborations communautaires/chercheurs dans les pays des membres de PLUS et une plus grande reconnaissance de la recherche communautaire, 4) la production de savoir et des publications qui alimenteront la crédibilité et la visibilité de PLUS auprès des acteurs de la lutte à l'international et des potentiels financeurs, 5) via les résultats, le soutien au plaidoyer national et international contre la stigmatisation et les discriminations s'exerçant à l'égard des personnes séropositives.

Les résultats de la recherche sont communiqués lors de la conférence internationale de Vienne (août 2010).

2) Faire valoir les besoins des organisations communautaires et des personnes touchées et vulnérables auprès des acteurs de la recherche au niveau international

Les stratégies de passage à l'échelle ainsi que les récentes avancées autour des nouveaux outils de prévention et des stratégies de prévention combinée ont fait émerger de nouvelles questions de recherche socio-anthropologiques, de santé publique et des préoccupations d'ordre éthique. De nombreux essais internationaux sont menés et sont peu suivis par les groupes d'experts associatifs mobilisés au Nord sur les questions thérapeutiques, leur mission étant initialement nationale et centrée sur le thérapeutique.

PLUS rassemble des associations communautaires de différents pays, au Nord et au Sud, et qui sont toutes au cœur des préoccupations des séropositifs dans leur pays. La coalition a de ce fait une forte légitimité pour se positionner comme représentante communautaire face aux acteurs de la recherche impliqués dans des projets de recherche internationaux.

La réalisation de cet axe passera par l'identification des instances stratégiques en termes de discussion et d'élaboration de projets de recherche internationaux, par l'identification d'un projet de recherche clef pour la coalition et le début d'un travail d'influence à l'intérieur du comité scientifique en question.

III – L'autonomisation financière

L'association AIDES, membre de la coalition PLUS, a pris un engagement en mobilisant un apport financier annuel pour la Coalition PLUS. Le Conseil de PLUS est reconnaissant et salue ce soutien qui a permis la création de PLUS. Deux stratégies de collecte de fonds sont identifiées aujourd'hui. Il s'agira d'abord de solliciter des bailleurs, de répondre à des appels à projet pour financer l'appui technique, le plaidoyer et la valorisation des actions de recherche communautaire.

La Coalition PLUS s'engage dans la mise en place d'un programme d'action qui vise à solliciter la générosité du public ou de donateurs privés. La mise en œuvre de cet axe a des implications budgétaires.



IMPACT DE L'ADHESION A PLUS AUPRES DE CES MEMBRES







Les adhérents ont produit un premier écrit sur l'impact de leur adhésion à Coalition PLUS pour 2009.

ALCS, Maroc




Pourquoi nous avons créé la coalition Plus ?

-  L'idée de la création de cette coalition est née de la réflexion entre quatre associations ayant une démarche communautaire, partageant les mêmes objectifs dans la lutte contre le sida, la même éthique et une histoire de travail en commun.
-  Les raisons de la création de la coalition Plus est de nous permettre de mieux faire connaître notre modèle associatif et de mieux défendre nos valeurs au niveau international, aussi bien dans le domaine de la qualité des soins que de l'efficacité des programmes de prévention et ce grâce à un plaidoyer international et aux partages des connaissances et expériences.

Qu'est ce que cela a changé depuis que nous sommes adhérents ?


-  un partage d'expérience et de réflexion entre les membres fondateurs et nouveaux membres
-  plus de visibilité pour nos actions et nos valeurs
-  une liberté de financement pour le fonctionnement
-  continuer à renforcer notre système financier pour un soutien technique

Et nous pensons à ces messages pour la collecte :


-  En soutenant Plus, vous soutenez la lutte contre le sida dans le monde.
-  En soutenant Plus, vous développez la recherche contre le sida dans le monde
-  En soutenant Plus, vous contribuez à élargir nos actions dans le monde.

ARAS, Roumanie

Pourquoi mon association a décidé d'adhérer à PLUS ?

-  Pour une plus grande ouverture vers d'autres associations du même domaine, pour avoir accès à de nouvelles sources de financement, aussi pour le côté francophone, qui manquait dans les autres réseaux.




Depuis ce que mon association est adhérente, qu'est-ce que cela a changé ?

-  Nous avons commencé un processus de refondation de l'association, qui aurait dû commencer il y a longtemps. Le fait d'adhérer et de recevoir un financement pour ce processus nous pousse à être plus actifs dans ce domaine.

KIMIRINA, Equateur

Kimirina est une association équatorienne créée en 1999, elle lutte contre le VIH/sida. Kimirina est la seule association qui se spécialise en Equateur dans la question, elle travaille en étroite collaboration avec les personnes vivant avec le VIH/sida et les personnes à risque. Kimirina a été l'initiateur et le soutien aux organisations comme la Coalition des personnes vivant avec le VIH/sida,




des travailleurs sexuels, le réseau des gays de l'Équateur, entre autres. Dans le pays, la situation de la stigmatisation, la discrimination, le respect des droits de l'homme demeurent toujours un grand défi. La société équatorienne est imprégnée de valeurs traditionalistes qui sont discriminatoires à l'encontre des personnes vulnérables au risque d'infection par le VIH/sida. L'évolution de la maladie a continué à croître et à affecter les populations les plus pauvres, les femmes, les jeunes, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, et particulièrement la population transsexuelle sont assujettis à l'exclusion et l'inégalité dans les possibilités de l'accès à la santé, l'éducation et le travail.




-  Faire partie de la coalition PLUS est important pour Kimirina pour renforcer sa lutte contre la stigmatisation et la discrimination des personnes infectées ou vulnérables à l'infection à VIH.
-  L'expérience associative des adhérents de la Coalition PLUS a fourni une nouvelle vision qui nourrit la société équatorienne, avec un travail participatif associant les PVVIH et a influencé les décisions prises au niveau national.
-  Un autre apport supplémentaire de notre adhésion à PLUS est la perspective d'en savoir plus sur la situation et les conditions de vie des PVVIH et personnes affectées, grâce au programme recherche.

COCQ-SIDA, Québec

L'apport de PLUS à la COCQ-SIDA a permis le développement de services importants pour les personnes séropositives. Cela est aussi arrivé à un moment important de notre développement face au phénomène de la criminalisation et d'un retour à la discrimination. En effet, les séropositifs étant pour un grand nombre en meilleure santé, le retour à une vie active et à une plus grande participation à la vie citoyenne a fait ressortir les préjugés et le rejet.

Voici donc quelques une des activités réalisées grâce au soutien de PLUS.

-  Développement d'un service VIH Info Droits sous deux formes, une ligne téléphonique à leur disposition et pour certains cas plus difficiles des rencontres avec des avocats au bureau de la COCQ-SIDA. Une banque d'avocats agissant pro-bono est aussi en développement. Ce service permet un accompagnement des personnes dans la revendication de leurs droits. Il permet aussi d'agir devant certaines instances comme par exemple le Ministère de la Santé du Québec, la Commission des droits de la personne et de la jeunesse.
-  Il y a quelques années, COCQ-SIDA produisait un petit journal d'information sur les traitements. Le manque de ressources financières nous avait obligé à abandonner cet outil pourtant nécessaire. Grâce au soutien de PLUS, nous avons pu nous associer au réseau AIDES et produire pour les séropositifs du Québec un nouvel outil bien plus complet et plus intéressant, le REMAIDES.
-  COCQ-SIDA est une coalition de 37 associations communautaires de lutte contre le sida. Nos ressources financières ne permettaient pas, outre pour des formations des intervenants des associations, de travailler à d'autres activités de développement de notre réseau. En 2009, une rencontre des directeurs généraux des membres permettra de resserrer les liens et de développer ensemble des actions.

-  Une tournée de personnes vivant avec le VIH du Conseil d'administration afin de soutenir le développement des structures favorisant une participation accrue des PVVIH dans les organismes.
-  Enfin, des états généraux sont en cours de préparation ils permettront d'identifier les forces et les faiblesses de notre mission, de nos structures ainsi que l'importance de l'implication des organismes membres.
-  Enfin, sans que cela soit relié au soutien financier de PLUS mais bien par notre implication, la COCQ-SIDA a l'opportunité d'échanger avec nos collègues internationaux notamment sur les principes de l'action communautaire autonome, la recherche communautaire ainsi qu'une meilleure connaissance de la réalité d'autres parties du monde.

AIDES, France




AIDES est membre fondateur de PLUS ; la structure a célébré ses vingt-cinq ans d'existence fin 2009. L'association est engagée dans la lutte internationale contre l'épidémie de VIH/sida. Elle noue des partenariats avec des associations étrangères depuis 1989 et a organisé un secteur international depuis maintenant quinze ans. L'association a par ailleurs développé un département collecte de fonds qui a permis à l'association de diversifier son accès aux ressources.


L'association AIDES souhaite avec sa participation à PLUS renforcer sa capacité à être un acteur de poids au niveau international et surtout s'assurer que la démarche communautaire comme porteur de transformation sociale se diffuse plus largement.

La participation de AIDES à PLUS a permis de dans un premier de mutualiser les efforts de plaidoyer au niveau international, de renforcer sa position en tant qu'acteurs de recherche communautaire.





AMO-CONGO, République Démocratique du Congo

Pourquoi mon association a décidé d'adhérer à Coalition Plus ?

-  AMO Congo devenant une structure communautaire locale de plus en plus grande en terme d'activités, de ressources humaines et surtout de volume financier, il s'est avéré important de faire un travail de fonds en en renforcement des capacités pour que cette organisation puisse bien répondre aux standards de gestions et d'administration internationaux ; AMO Congo espère trouver dans la Coalition Plus des partenaires importants de la société civile qui peuvent bien accompagner le processus de développement organisationnel.
-  Aujourd'hui AMO Congo a besoin de fonds beaucoup plus importants pour la réalisation de ses activités, et espère sur l'expérience de la Coalition PLUS et des autres membres pour y parvenir, et arriver à produire un document financier globale incluant tous les coûts pour l'ensemble de la planification générale et non par projet financier, aussi avoir la capacité de mobiliser des fonds propres qui sont moins fléchés (à destination obligatoire souvent imposé par le bayeur de fond).
-  AMO Congo partage parfaitement les valeurs fondatrices de Coalition PLUS, notamment :
 - La démarche communautaire,
 - L'impartialité,
 - La confidentialité,
 - La liberté d'expression.

-  Le respect de l'autonomie des adhérents, les principes éthiques sont des éléments importants qui ont prouvé à AMO le bon esprit de collaboration dans la Coalition PLUS.

Depuis ce que mon association est adhérente, qu'est-ce que cela a changé ?

-  Un processus rapprocher de suivi – formation a été initiée au niveau du service de la comptabilité en vue d'améliorer le rapportage financier .Un consultant spécialiste en finance de la Coalition PLUS a effectué trois missions à Kinshasa pour évaluer le système de gestion financière de AMO Congo et a formulé des recommandations d'amélioration.
-  Un nouveau logiciel de comptabilité a été proposé et introduit chez AMO Congo en vue de permettre une consolidation générale des comptes et arriver aux comptes de résultats.
-  Le processus d'appui est en cours afin d'arriver à la certification des comptes par un auditeur indépendant.
-  Une revue des textes de base a été initiée au niveau du conseil d'administration de l'association afin de les adapter aux critères de fonctionnement selon les standards internationaux.

ARCAD-SIDA, Mali

Pourquoi avoir créé la Coalition Plus ?

La Coalition PLUS répond à un des principes de la création d'ARCAD/SIDA : adapter un modèle d'intervention inclusif envers la PVVIH. Promouvoir l'accès universel au soin à travers la démarche communautaire est ce qui nous lie à travers Coalition PLUS.

La force de Coalition PLUS est de concevoir tous ensemble un outil de plaidoyer et de parole commune pour faire front aux obstacles qui nous empêchent d'avancer contre le sida. Aujourd'hui de plus en plus, il existe des associations de lutte contre le sida, mais avoir le label de Coalition PLUS démontre qu'en plus des programmes d'interventions communautaires et efficaces, ces associations répondent aux normes internationales en matière de gouvernance.

Appartenir à PLUS a permis à ARCAD/SIDA d'améliorer visiblement ses critères de performances sur les programmes d'intervention et de renforcer le partenariat avec nos autorités politiques locales (HCNLS) et enfin d'améliorer le système comptable.

Appartenir à PLUS a permis à ARCAD/SIDA de prendre des initiatives et des décisions immédiates pour maintenir des activités qui ont amélioré la vie des patients, par exemple lors des ruptures des médicaments contre les infections opportunistes.

Grâce à PLUS, ARCAD/SIDA cofinance des interventions dans le cadre de la prévention auprès des groupes vulnérable. La liberté d'orienter nos actions, de rendre visible nos résultats à travers des conférences de presse est parmi la valeur ajoutée de la coalition PLUS.

Le cadre d'échange créé par PLUS est une plateforme d'échanges et d'apprentissages enrichissant. La Coalition PLUS est comparable à une locomotive qui tire les associations membres et partenaires vers le pôle d'excellence.



Où en sont les partenaires vis-à-vis des critères pour devenir membre ?

Nous dressons rapidement sous forme de tableau les retours des partenaires et des missions de soutien à la gestion financière pour un état des lieux des avancées des partenaires (KIMIRINA, Equateur / ARAS, Roumanie / AMO-CONGO, République Démocratique du Congo) à la fin de l'année 2009.

Ce document a été envoyé aux partenaires pour avis et propositions de modification.

KIMIRINA	ARAS	AMO-CONGO
Vie associative : le processus est enclenché et devrait aboutir à une révision des statuts au cours du premier semestre 2010.	Vie associative : l'association devrait organiser au premier semestre 2010 une assemblée générale révisant les statuts.	Vie associative : PLUS a fourni à l'association différents exemples de statuts et règlement intérieur en vigueur dans certaines structures.
Il a été proposé à l'association une mission de suivi de la mise en place des critères en juin ou septembre 2010.	Un compte-rendu concernant l'apport financier exceptionnel de PLUS à ARAS pour 2009 devrait être envoyé dans les semaines qui viennent.	AMO-CONGO a demandé à PLUS d'animer une convention des cadres associatifs en juin 2010 afin 1) d'avancer sur le projet associatif 2) les modifications de statuts
Il sera nécessaire de suivre l'application des critères de gestion financière, l'association est maintenant récipiendaire principale de deux subventions du Fonds mondial.	PLUS a proposé à l'association une mission de suivi des critères de vie associative en juin 2010.	L'appui à la gestion financière a démarré en 2009. Plusieurs missions ont été organisées, dont une avec le soutien et l'expertise du gestionnaire financier de l'association ARCAD-SIDA, M. SISSOKO, très impliqué sur le programme gestion financière.
L'association pourrait devenir membre en 2011.	Un suivi de l'application des critères de gestion financière pourra être réalisé à cette occasion.	L'association pourrait devenir membre en 2011
	L'association pourrait devenir membre en 2011.	

Annexes au programme plaidoyer

1) les entretiens et réunions 2) la production de textes et 3) les avancées notables sur les principaux dossiers de plaidoyers

1) Entretiens et réunions

12-13 janvier : réunion activiste pour planifier la campagne 'Fund The Fund' 2009 (New York)
21-22 janvier : participation, en tant que représentant de la société civile, à la réunion d'experts d'UNITAID sur l'opportunité de chercher à réduire les prix des tests de charge virale VIH (Johannesburg) ;
4 février : réunion des plaideurs santé parisiens
5 février : réunion avec McKinsey-Paris sur amélioration du management d'UNITAID
6 février : rédaction d'un témoignage type dans le cadre de l'inter-associatif Fonds mondial (blog AIDES)
10-11 février : représentation de PLUS au séminaire Action for Global Health
12 février : rencontre de lobbying avec le représentant français au groupe santé du G8
13 février : réunion avec le représentant du gouvernement britannique au CA d'UNITAID
17 février : participation à la présentation de PLUS aux collègues du siège de AIDES
19 février : représentation de PLUS à la rencontre Fonds mondial/société civile européenne (Bruxelles)
25 février – 1^{er} mars : mission de formation et de soutien auprès du monde communautaire zambien (à la demande de CITAM+, sur financements Oxfam) au sujet d'UNITAID, en lien avec les responsabilités associées au mandat d'administrateur ;
4 mars : réunion des plaideurs santé parisiens
5 mars : représentation de PLUS à la consultation de la société civile par la Taskforce sur les Financements Innovants en Santé
6 mars : réunion avec AJPC-Brazzaville, analyse des opportunités de coopération internationale en plaidoyer ;
6 mars : co-représentation de PLUS à la consultation de Michel Sidibé sur les nouvelles priorités d'ONUSIDA (téléphonique)
10 mars : entretien avec le président d'UNITAID.
11mars : réunion du sous-groupe d'UNITAID pour le recrutement des nouveaux directeurs (dans les bureaux parisiens du cabinet de recrutement international Korn-Ferry)
12-13 mars : représentation de PLUS à la réunion activiste « faire face au backlash anti-lutte contre le sida » (Amsterdam)
16 mars : co-rédaction de la note 'aide extérieure sanitaire de la France' avec Médecins du Monde
18 mars : représentation de PLUS à la réunion activiste de préparation de la conférence de reconstitution à mi-parcours du Fonds mondial (téléphonique)
19 mars : réunion du sous-groupe de recrutement des nouveaux directeurs d'UNITAID (téléphonique)
23 mars : participation au Conseil d'Administration de la Fondation du Millénaire pour les Financements Innovants en Santé
25 mars : réunion du CA de PLUS sur le positionnement du Directeur du Fonds mondial concernant le plein financement de la lutte mondiale contre le sida (téléphonique)
26 mars : réunion du sous-groupe de recrutement des nouveaux directeurs d'UNITAID (téléphonique)
27 mars : réunion du comité de sélection du nouveau délégué associatif au CA d'UNITAID (téléphonique)
29 - 1^{er} avril: représentation de PLUS à la conférence de bilan à mi-parcours du Fonds mondial (Caceres).
30 mars : réunion associative avec le Directeur du Fonds mondial sur son positionnement concernant le plein financement de la lutte mondiale contre le sida (Caceres)
31 mars : entretien avec le Ministre français de la Coopération sur le bilan à mi-parcours du Fonds mondial (Caceres)
2 avril : réunion de coordination des associations parisiennes impliquées dans la reconstitution du Fonds mondial
3 avril : réunion de la délégation associative au CA d'UNITAID (téléphonique)

7 avril : réunion associative avec le responsable des financements innovants au MAE français, au sujet de la taxe sur les transactions de change

9 avril : réunion de briefing des associations américaines sur le contenu et la stratégie du lobbying des associations comme PLUS ou l'Alliance en faveur de la taxe sur les transactions de change (téléphonique)

14-16 avril : participation à l'atelier CSAT/ALCS pour les associations de la région Afrique du Nord/Moyen Orient, consacrée aux systèmes du Fonds mondial (Marrakech)

21 avril : réunion avec le nouvel ambassadeur sida français, pour préparer le PSC d'UNITAID du lendemain

22 avril : participation au PSC d'UNITAID, en tant que représentant du secteur associatif (Genève)

23 avril : réunion de la délégation associative au CA du Fonds mondial, pour préparer le CA des 2-6 mai (téléphonique)

27 avril : réunion de délégation associative à UNITAID pour debriefer du PSC du 22 avril (téléphonique)

28 avril : réunion de délégation associative à UNITAID pour arrêter la soumission à UNITAID d'une matrice d'analyse de l'impact sur le marché (téléphonique)

29 avril : réunion de coordination des associations parisiennes impliquées dans la reconstitution du Fonds mondial

29 avril : représentation de PLUS à la consultation de la société civile organisée par le MAE concernant la création d'une 'Equipe d'Action Européenne' consacrée à la production d'un référentiel sur la prise la charge VIH

30 avril : participation au CA de la Fondation du Millénaire pour les Financements Innovants en Santé, en tant qu'administrateur représentant le secteur associatif (téléphonique)

1^{er} mai : participation à la réunion associations/équipe du Fonds mondial en charge des partenariats avec la société civile (Genève)

2-6 mai : participation au CA du Fonds mondial, en tant que membre de la délégation des associations des pays développés¹⁴ (Genève)

9-13 mai : participation au CA d'UNITAID, en tant qu'administrateur représentant les associations (Genève)

18 mai : réunion de coordination des associations parisiennes impliquées dans la reconstitution du Fonds mondial

19 mai : entretien avec la Brookings Institution (l'un des 3 grands *think tanks* washingtoniens) au sujet des possibilités de promouvoir la taxe change à Washington

25 mai : réunion de finalisation du contre-rapport associatif sur l'aide publique française en santé

26 mai : entretien avec la directrice de cabinet du ministre français des affaires étrangères, au sujet de la taxe changes

27 mai : représentation de PLUS à la conférence du groupe international sur les sources innovantes de financement pour le développement

28 mai : entretiens avec la conseillère affaires financières du ministre français des affaires étrangères, avec le conseiller développement du premier ministre norvégien, et avec la conseillère politique du ministre britannique de la coopération (sur la taxe changes)

4 juin : représentation de PLUS à la consultation de la société civile par l'ambassadeur sida français sur les perspectives de rationnement des subventions du Fonds mondial

5 juin : participation à la consultation de la société civile par ICSS en vue de l'établissement d'un cadre formel d'« *accountability* » des représentants associatifs dans les CA d'institutions internationales (téléphonique)

11 juin : entretien avec l'ambassadeur sida français sur UNITAID

16 juin : réunion de la délégation associative au CA du Fonds mondial (téléphonique)

17 juin : représentation de PLUS au regroupement des associations participant à Solidays ; présentation de la situation du Fonds mondial et des mobilisations en cours.

18 juin : participation au stunt à Bruxelles 'dirigeants de l'UE, soyez des super-héros : transformez les bureaux de change en pharmacie', en marge du sommet européen

22 juin : entretien avec le responsable des financements innovants du développement au MAE français.

¹⁴ PLUS est rangée parmi les associations du Nord en raison du lieu d'établissement de son siège.

26 juin : représentation de PLUS au Journées Scientifique de Solthis ; présentation sur la situation du Fonds mondial, face à l'ambassadeur français

1 juillet: rencontre avec la responsable de la lutte anti-discriminations de l'association chinoise Aizhixing, pour évaluer les possibilités de soutien mutuel.

3 juillet: représentation de PLUS à la réunion associative de préparation du sommet du G8.

7 juillet : réunion de la délégation associative au CA de la Fondation du Millénaire (téléphonique)

8 juillet : participation au Comité Gouvernance de la Fondation du Millénaire, en tant qu'administrateur

9 juillet : participation à la réunion AIDES/Sidaction/Solthis/PLUS, concernant la proposition du conseiller de Nicolas Sarkozy de prendre à UNITAID pour donner aux associations françaises de lutte contre le sida

10 juillet : réunion du groupe pilote associatif sur la taxe changes (téléphonique)

15 juillet : réunion de briefing des administrateurs de PLUS sur l'avancée du plaidoyer Fonds mondial et taxe (téléphonique)

22 juillet : réunion de la délégation associative au CA d'UNITAID, sur le patent pool (téléphonique)

23 juillet: réunion du sous-groupe du CA d'UNITAID sur le recrutement des nouveaux directeurs (téléphonique)

17 août : réunion de la délégation associative au CA du Fonds mondial (téléphonique)

24 août : participation à l'entretien de recrutement du futur nouveau suppléant, au CA d'UNITAID, représentant les personnes infectées par le VIH ou la tuberculose ou issues de communautés infectées par le paludisme (téléphonique)

28 août : à la demande du parti communiste français et de AIDES (le PCF tenant la commission parlementaire sur le VIH/sida), présentation du travail associatif dans les CA des institutions internationales de lutte contre le sida, à l'université d'été du PCF (Dax)

31 août – 1^{er} septembre : participation à la réunion annuelle de coordination des représentants associatifs aux CA du Fonds mondial, d'ONUSIDA, UNITAID et GAVI (Amsterdam)

3 septembre : réunion de la délégation associative au CA de la Fondation du Millénaire (téléphonique)

4 septembre : représentation de PLUS à la consultation de la société civile par l'ambassadeur sida français au sujet des perspectives de rationnement des subventions du Fonds mondial

7-8 septembre : participation au groupe d'experts d'UNITAID sur la définition des objectifs sanitaires d'impact sur les marchés de produits de santé VIH/tuberculose/paludisme (Boston)

13-19 septembre : mission de soutien à la planification stratégique plaidoyer auprès du membre roumain de Coalition PLUS (Bucarest)

22-25 septembre : participation au lancement médiatique du projet de contribution volontaire sur les billets d'avion pour financer la lutte contre les pandémies, + entretien avec le ministre français des affaires étrangères concernant la taxe changes euro, en marge du sommet des Nations Unies (New York)

2 octobre : entretien avec l'ambassadeur sida français sur la stratégie d'UNITAID

5 octobre : entretien avec la conseillère santé du ministre français des affaires étrangères, concernant la taxe changes euro

6 octobre : participation au comité politique & stratégie d'UNITAID, en tant que représentant du secteur associatif (Genève)

7 octobre : réunion des associations parisiennes engagées dans la campagne pour le plein financement du Fonds mondial

8 octobre : réunion de la délégation associative au CA du Fonds mondial (téléphonique)

9 octobre : réunion de la délégation associative au CA d'UNITAID (téléphonique)

12 octobre : représentation de PLUS à la consultation de la société civile par l'ambassadeur sida français au sujet des perspectives de rationnement des subventions du Fonds mondial

19 octobre : représentation de PLUS à la consultation de la société civile par l'ambassadeur sida français au sujet des conditions du financement du Round 9 du Fonds mondial

20 octobre : entretien avec la conseillère affaires financières du ministre français des affaires étrangères, au sujet du lancement de la taskforce inter-gouvernementale sur les taxes sur les transactions financières comme financements du développement

21 octobre : réunion associative de préparation de la consultation de la société civile par le ministère français des affaires étrangères, concernant la taskforce inter-gouvernementale sur les taxes sur les transactions financières comme financements du développement

22 octobre : représentation de PLUS à la consultation de la société civile par le directeur de la mondialisation au ministère français des affaires étrangères, concernant la taskforce inter-gouvernementale sur les taxes sur les transactions financières comme financements du développement

23 octobre : entretien avec le président d'UNITAID

27 octobre : participation à la consultation des associations par UNITAID concernant le plan de mise en œuvre du Patent pool (téléphonique)

28 octobre : réunion de la délégation associative au CA du Fonds mondial (téléphonique)

29 octobre : réunion des associations en santé impliquées dans la campagne pour la taxe changes (téléphonique)

30 octobre : entretien avec la chargée de mission 'Fonds mondial' du ministère français des affaires étrangères, pour préparer le CA des 9-10 novembre

31 octobre : réunion de préparation du comité politique et stratégie d'UNITAID (téléphonique)

3 novembre : participation au comité politique et stratégie d'UNITAID (Genève)

4-12 novembre : participation au CA du Fonds mondial (Addis Abeba)

17 novembre : réunion de la délégation associative au CA d'UNITAID (téléphonique)

18 novembre : réunion de la délégation associative au CA du Fonds mondial (téléphonique)

20 novembre : participation au comité gouvernance de la Fondation du Millénaire (Genève)

24 novembre : entretien avec le directeur de la l'Initiative Clinton contre le HIV/sida

26 novembre : entretien avec le directeur des relations extérieures du Fonds mondial

27 novembre : représentation de PLUS à la rencontre entre les associations parisiennes et le vice-président du processus de reconstitution 2010 du Fonds mondial

2 décembre : représentation de PLUS à la réunion associative préparatoire à la consultation des associations par le ministre des affaires étrangères sur les taxes sur les transactions financières comme financement du développement

3 décembre : représentation de PLUS à la consultation des associations par le ministre des affaires étrangères sur les taxes sur les transactions financières comme financement du développement

7 décembre : réunion de la délégation associative au CA de la Fondation du Millénaire (téléphonique)

11-16 décembre : participation aux CA d'UNITAID et de la Fondation du Millénaire (Genève)

2) Production de textes

6 janvier : note à la présidence française concernant son rôle potentiel pour la baisse des prix des antirétroviraux au Sud

30 janvier : appel à candidatures et questionnaire d'expérience pour la succession de KE comme représentant officiel du secteur associatif au CA d'UNITAID (fin de mandat mai 2009)

2 février : draft de communiqué inter-associatif parisien sur le Fonds mondial

4 février : draft de témoignage théorique sur les conséquences humaines de l'arrêt des mises sous traitement, dans le cadre de l'opération de plaidoyer de AIDES passant par son blog

6 février : draft d'argumentaire sur le financement du Fonds mondial, à l'attention des associations burkinabées, à l'occasion de la visite de Carla Bruni-Sarkozy au Burkina

7 février : commentaires sur le rapport public des représentants associatifs au CA d'UNITAID

9 février : commentaires sur les documents internes de la Fondation du Millénaire, pour harmonisation au niveau de la délégation associative, avant envoi à la Fondation.

10 février : draft de communiqué Bruni/Burkina pour AIDES

12 février : commentaires sur le draft de note 'aide sanitaire française' préparé par Médecins du Monde, pour future publication et diffusion conjointes.

13 février : draft de communiqué sida/G7/Bruni pour AIDES (« Sida en Afrique : le G7 Finances doit écouter Carla Bruni-Sarkozy, selon les associations »)

16 février : commentaires sur le draft de demande de RV inter-associatif à Carla Bruni-Sarkozy, préparé par Avocats pour la Santé Mondiale.

18 février : discours d'ARCAD devant les membres du réseau francophone des parlementaires contre le VIH/sida, réunis à Bamako (2 discours proposés : droits et VIH, et Fonds mondial).

23 février : V2 de la factsheet officielle du Fonds mondial sur le renforcement des systèmes communautaires (pour introduire la dimension 'transformation sociale et plaidoyer national' qui n'existait pas dans la V1).

12 mars : motions associatives déposées au CA d'UNITAID (sur l'audit des programmes pays, sur le suivi et l'évaluation de la qualité, et sur la nécessaire mise à jour des formulaires de financement)

16 mars : propositions d'éléments de langage à destination de la représentante associative au comité politique & stratégie du Fonds mondial.

17 mars : dernière salve de commentaires sur la note inter-associative 'aide sanitaire française' préparée par Médecins du Monde.

18 mars : deuxième salve de propositions d'éléments de langage à destination de la représentante associative au comité politique & stratégie du Fonds mondial.

20 mars : draft de communiqué associatif à l'occasion de la réunion de reconstitution à mi-parcours du Fonds mondial.

21 mars : note de briefing interne PLUS sur la position du directeur du Fonds mondial concernant le manque de financement du Fonds mondial.

22 mars : éléments de langage pour le siège associatif au CA de la Fondation du Millénaire

26 mars : commentaires sur le draft d'appel à propositions 'réduire le prix de la charge virale' d'UNITAID

27 mars : rapport d'activité 2008 du programme plaidoyer de PLUS

31 mars : proposition de communiqué commun de l'inter-associatif parisien, à l'occasion de la conférence de bilan à mi-parcours du Fonds mondial à Caceres

3 avril : commentaires sur les minutes du CA de la Fondation Millénaire, ainsi que sur la proposition de stratégie de communication de la Fondation.

4 avril : draft de rapport sur le CA de la Fondation du Millénaire, à l'attention des associations suivant UNITAID de près et des *mailing lists* associatives.

6 avril : commentaires sur les propositions de fiches de poste des nouveaux directeurs d'UNITAID

9 avril : commentaires sur la demande de la délégation associative à UNITAID auprès de l'Open Society Institute pour le financement de ses besoins de communication/coordination, internes et externes

15 avril : présentation powerpoint 'les modes d'influence associative sur le Fonds mondial, aux échelons national et mondial', pour l'atelier associatif Fonds mondial/MENA organisé par l'ALCS/CSAT à Marrakech, demandée par l'ALCS/CSAT

16 avril : draft de déclaration commune des participants à l'atelier associatif Fonds mondial/MENA organisé par l'ALCS/CSAT à Marrakech, demandé par l'ALCS/CSAT

17 avril : publication du rapport associatif sur l'aide sanitaire française (PLUS co-signataire)

18 avril : bref document de présentation des moyens d'information en ligne concernant les activités nationales et mondiales du Fonds mondial, à destination des participants à l'atelier associatif Fonds mondial/MENA organisé par l'ALCS/CSAT à Marrakech, , demandé par l'ALCS/CSAT

19 avril : proposition de courrier au Fonds mondial des associations de l'atelier Fonds mondial/MENA, demandée par l'ALCS/CSAT

20 avril : commentaires sur la proposition de 'politique de transition' d'UNITAID concernant les programmes d'achats de médicament arrivant à leur terme prévu

21 avril : proposition d'un communiqué de presse des associations lettones anti-sida participant à l'AG du FMI grâce à l'appui de PLUS, Sidaction et EATG

24 avril : commentaires sur la grille d'analyse d'UNITAID des projets déposés pour financement

25 avril : commentaires associatifs en amont du comité politique et stratégie d'UNITAID

26 avril : mémo à l'attention du Président du Mali concernant la situation du Fonds mondial et le rôle potentiel d'ATT dans le plaidoyer pour le plein financement de la LMCS, demandé par ARCAD-SIDA

30 avril : proposition de courrier des associations sida de la région MENA à l'administrateur du Fonds mondial représentant la région MENA, demandée par l'ALCS/CSAT

2 mai : proposition de soumission officielle de la délégation associative au CA du Fonds mondial, concernant la mobilisation de ressources additionnelles en 2009 pour faire face aux difficultés de financements du Round 9

3 mai : commentaires sur la réforme de la politique du Fonds mondial en matière d'assurance de qualité des médicaments

8 mai : compte-rendu du CA du Fonds mondial, à l'attention de PLUS

9 mai : commentaires ex-post à UNITAID, suite à la réunion de son comité stratégique

12 mai : motions associatives écrites au CA d'UNITAID concernant la création d'un poste de vice-président ainsi que l'amélioration des board operating procedures

13 mai : commentaires sur la grille d'analyse des projets qu'emploie UNITAID

25 mai : draft de tribune sur la taxe sur les transactions de change, à publier à l'occasion du G8

26 mai : proposition de communiqué associatif sur la nécessité d'un soutien franc et massif du ministre français des affaires étrangères en faveur de la taxe sur les transactions de change

28 mai : amendements au projet de communiqué associatif de remerciement du gouvernement pour le soutien à la taxe sur les transactions financières comme source de financement pour le développement et la lutte contre le sida

2 juin : draft de tribune sur la position réactionnaire de la ministre française des finances concernant la taxe sur les transactions de change comme modalité de financement des engagements envers les pays en développement (publiée)

5 juin : commentaires sur le rapport du groupe de travail du Fonds mondial sur l'insuffisance des ressources

15 juin : proposition à AIDES d'une invitation à la presse pour le stunt associatif sur la taxe changes organisé en marge du sommet européen du 18 juin à Bruxelles

16 juin : contribution à l'argumentaire préparé par Sidaction dans le cadre de la campagne inter-associative pour le plein financement de la LMCS et du Fonds mondial.

25 juin : commentaires sur les termes de référence du groupe de travail d'UNITAID sur la définition de l'impact sur les marchés des produits de santé utilisés dans la prise en charge des pandémies tueuses

26 juin : commentaires sur le socle de plan stratégique 2010-2012 d'UNITAID

27 juin : draft de note de position pour la réunion AIDES/Elysée du 1^{er} juillet, demandée par AIDES

2 juillet : note de situation LMCS pour l'ALCS, demandée par l'ALCS

6 juillet : notes au CA de PLUS sur les financements innovants et sur le Fonds mondial.

7 juillet : proposition de communiqué AIDES de réaction au rapport d'ONUSIDA sur les programmes ARV au Sud en instance d'écroulement en raison de la crise financiero-économique mondiale

8 juillet : commentaires sur la tribune rue89 des partenaires de AIDES sur G8 et Fonds mondial

9 juillet : commentaires au draft de communiqué de AIDES sur Carla Bruni et le G8

23 juillet : termes de référence pour la mission plaidoyer du secrétariat de PLUS auprès d'ARAS

24 juillet : à la demande de l'ALCS, proposition d'alerte des réseaux associatifs des associations membres de PLUS, sur la situation du Fonds mondial

18 août : commentaires sur la présentation des enjeux du programme plaidoyer aux street-marketeurs de PLUS

21 août : commentaires sur les documents du groupe de travail d'UNITAID consacré à la définition de l'impact sur les marchés

27 août : commentaires sur le draft complet de Stratégie 2010-2012 d'UNITAID

26 août : seconde salve de commentaires sur la proposition de position commune de la délégation associative au CA du Fonds mondial concernant les propositions du groupe de travail sur l'insuffisance des ressources pour le Round 9

28 août : présentation powerpoint sur l'implication des associations dans la gouvernance du Fonds mondial et d'UNITAID, à l'attention des participants à l'université d'été du parti communiste français (à la demande du PCF)

1^{er} septembre : seconde version de l'ordre du jour de la réunion du groupe d'expert d'UNITAID sur la définition de la notion d'impact sur le marché et d'ébauche de grille d'analyse des projets.

2 septembre : draft de stratégie activiste fundraising Fonds mondial, dans le cadre de la réunion activiste d'Amsterdam

5 septembre : éléments de langage pour le représentant associatif au comité gouvernance d'UNITAID

6 septembre : proposition d'un cadre logique d'analyse de l'impact, sur les marchés des produits de santé VIH/TB/paludisme, des projets déposés à UNITAID pour financement

7 septembre : amendements à la Stratégie 2010-2012 d'UNITAID

17 septembre : courrier associatif aux pouvoirs publics français concernant les vellétés de couper la contribution française à UNITAID

18 septembre : proposition de stratégie à court terme d'ARAS en matière d'obtention d'un financement relais pour les activités 'usagers de drogues' et 'groupes marginalisés' financées par la subvention du Fonds mondial arrivant à son terme en juin 2010

23 septembre : proposition de communiqué associatif, sur France/Fonds mondial, à l'occasion de la participation du couple présidentiel français à l'AG des Nations Unies à New York

24 septembre: tribune dans le New York Times appelant à la mise en œuvre de la taxe sur les transactions de change, publiée à l'occasion du sommet des Nations Unies, signée de l'envoyé spécial des Nations Unies pour les financements innovants du développement, Philippe Douste-Blazy

5 octobre : article sur les CCM pour le numéro spécial de Liens, la newsletter du réseau Afrique 2000

7 octobre : contribution écrite au travail collectif inter-associatif international de rédaction d'un cadre d'*accountability* pour les représentants associatifs dans les CA des institutions internationales impliquées dans la lutte mondiale contre le sida

8 octobre : compte-rendu du comité politique et stratégie d'UNITAID du 5 octobre

9 octobre : note au CA de PLUS sur l'état de la lutte sur les fronts Fonds mondial, patent pool, et taxe financière.

14 octobre : proposition d'amendements au projet de communiqué de AIDES sur le problème des faux médicaments dans les pays en développement

16 octobre : réponse au questionnaire 'taxe, France' envoyé par les activistes japonais de la taxe Robin des Bois

21 octobre : proposition de communiqué associatif encourageant le gouvernement français à aller plus loin que le simple lancement d'un groupe de travail sur la taxe, mais à proposer sa mise en œuvre au niveau européen sur les transactions de change impliquant l'euro

25 octobre : à la demande de AIDES, soumission d'amendements à la note interne de préparation des activités de AIDES autour du CA du Fonds mondial de novembre 2009

28 octobre : à la demande de l'ambassadeur sida français, envoi avec AIDES d'une note sur la faisabilité d'organiser, au niveau du Fonds mondial, un rattrapage pour les pays (tels le Cameroun ou le Burkina) recalés au Round 9 et au Round 8 du Fonds mondial

29 octobre : à la demande de AIDES, proposition d'une tribune sur le Fonds mondial, son plein financement, son devoir de raccourcir les délais de rattrapage pour les pays recalés, pour signature par d'éventuels chefs d'Etat africains (ex. ATT, Compaoré)

30 octobre : à la demande de AIDES, note à destination des associations partenaires, pour leurs éventuels entretiens avec leurs délégués gouvernementaux au CA du Fonds mondial, briefant sur la situation au Fonds mondial et les demandes de parole durant le CA à faire passer aux délégués gouvernementaux.

1^{er} novembre : éléments de langage pour la représentante associative au comité finances d'UNITAID

2 novembre : proposition à la délégation associative à UNITAID d'éléments de langage pour la participation du responsable du programme plaidoyer au comité stratégie d'UNITAID.

3 novembre : proposition de position commune de la délégation des associations du Nord au CA du Fonds mondial, concernant les recommandations du groupe de travail sur le manque de contributions financières pour financer le Round 9

4 novembre : draft du courrier du président d'UNITAID aux pays donateurs d'UNITAID sur les dangers que la non-confirmation des contributions financières font courir aux 220,000 enfants séropositifs dépendant d'UNITAID pour leur traitement anti-VIH.

5 novembre : éléments de langage pour la représentante associative au CA du Fonds mondial (financement du renforcement des systèmes de santé).

6 novembre : éléments de langage supplémentaires pour la représentante associative au CA du Fonds mondial (assistance technique à la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial).

7 novembre : éléments de langage supplémentaires pour la représentante associative au CA du Fonds mondial (préparation de la conférence de reconstitution d'octobre 2010)

8 novembre : proposition d'amendement au projet de décision du Fonds mondial concernant la fermeture de son deuxième guichet de financement dit 'rolling continuation channel'

10 novembre : éléments de langage supplémentaires pour la représentante associative au CA du Fonds mondial (rapport du TRP sur les propositions soumises au Round 9)

14 novembre : proposition de stratégie commune des associations du Nord en réaction au rapport interne du Fonds mondial sur les moyens potentiels de réduire la demande de financements déposée par les pays en développement

16 novembre : proposition au Fonds mondial d'un communiqué type des pays donateurs, à diffuser par le Fonds auprès de ses contacts dans les cabinets des chefs de gouvernement des pays donateurs, en anticipation de la publication le 1^{er} décembre des excellents résultats du Fonds mondial en termes de vies sauvées du sida.

22 novembre : proposition à AIDES d'une nouvelle version de la tribune chefs d'Etat, remaniée pour une sortie autour du 1^{er} décembre, une sortie autour du CA du Fonds mondial étant devenue caduque.

23 novembre : compte-rendu du comité gouvernance de la Fondation du Millénaire, à destination des autres membres de la délégation associative (en anglais).

1^{er} décembre : amendements associatifs au projet de Stratégie 2010-2012 d'UNITAID

10 décembre : première salve d'éléments de langage pour la représentante associative au CA d'UNITAID (comité d'experts, objectifs de résultat d'UNITAID, Stratégie)

10 décembre : première salve d'éléments de langage et de propositions d'amendements aux textes décisifs du CA d'UNITAID, à l'attention de la représentante associative au CA d'UNITAID (comité d'experts, objectifs de résultat d'UNITAID, Stratégie)

13 décembre : deuxième salve d'éléments de langage et de propositions d'amendements aux textes décisifs du CA d'UNITAID, à l'attention de la représentante associative au CA d'UNITAID (charge virale, ressources humaines)

3) Avancées notables sur les principaux dossiers de plaidoyers

Fonds mondial

- modification en profondeur de la factsheet sur le renforcement des systèmes communautaires, pour prendre en compte la dimension 'transformation sociale' au-delà des seuls services de santé communautaire ;
- lancement par le Fonds mondial de la réforme des indicateurs de reportage pour les activités de renforcement des systèmes communautaires ;
- renoncement des pays donateurs à laisser sans financement une partie des pays recommandés par le TRP au Round 9 ;
- renoncement des pays donateurs à restreindre les pays éligibles au Round 9 et 10 du Fonds mondial.

UNITAID

- abandon ou report du projet du gouvernement français de ré-affecter une partie du produit de la taxe sur les billets d'avion ;
- extension des programmes ARV ;
- lancement de l'appel à propositions sur la réduction du prix des charges virales ;
- adoption d'une stratégie 2010-2012 et d'une grille d'analyse des projets cohérentes, dans une optique d'un impact maximal d'UNITAID sur les marchés.

Taxe sur les transactions de change

- ralliement officiel du gouvernement français en faveur d'une taxe sur les transactions de change pour le développement ;
- ralliement de 150 associations oeuvrant en santé internationale, en faveur d'une taxe sur les transactions de change pour le développement ;
- ralliement officiel du secrétaire adjoint des Nations Unies en charge des financements innovants pour le développement, puis du Secrétaire Général des Nations Unies ;
- ralliement en chaîne de nombreux leaders d'opinion (le chef de l'autorité britannique des marchés financiers, le ministre allemand des finances, la chancelière allemande, le premier ministre britannique, la présidente du groupe démocrate à la chambre des représentants américaine, le vice-ministre japonais des finances, les prix Nobel Joseph Stiglitz et Paul Krugman, etc) ;
- lancement par la France d'un groupe pilote inter-gouvernemental pour l'établissement d'une taxe sur les transactions de change pour le développement.